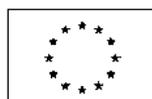


L'Europe en chiffres

Annuaire Eurostat 2005

Chapitre 3



COMMISSION
EUROPÉENNE



THÈME
Statistiques
générales
et régionales

Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.

**Un numéro unique gratuit (*):
00 800 6 7 8 9 10 11**

(*) Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800 ou peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2005

ISSN 1560-490X

ISBN 92-894-9123-X

© Communautés européennes, 2005

Copyright des photos suivantes: p. 37, 231: © Digital Vision; p. 38: © Steve Cole/PhotoDisc; p. 43: © Ryan Mc Vay/PhotoDisc; p. 46: © Lawrence Lawry/PhotoDisc; p. 50, 57: © Jason Reed/PhotoDisc.
L'autorisation de reproduction ou d'utilisation de ces photos doit être demandée directement au détenteur des droits d'auteur.

Éditeur-en-chef*G. Schäfer***Éditeurs***S. Cervellin, M. Feith, M. Fritz***EUROSTAT, Unité de diffusion**

Remerciements

Les éditeurs de l'*Annuaire Eurostat 2005* adressent leurs remerciements à tous ceux qui ont contribué à sa réalisation. L'*Annuaire* a pu être publié grâce à l'assistance et au soutien des collègues suivants:

EUROSTAT, L'OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES***Unité A5 – Information et diffusion***M. Baryn, M. Copers, M. A. Johansson-Augier, (B. Le Goff)***Direction B – Principaux indicateurs et outils statistiques***B1 Principaux indicateurs (G. Mazzi, L. Sproge, H. Strandell)**B2 Gestion informatique – Systèmes d'information (V. Dreux)**B4 Bases de données de référence (D. Groenez, M. Loos, S. Paganoni, A. Pasqui, O. Stembert)**B5 Recherche (S. Frank, H. Willen)***Direction C – Statistiques économiques et fiscales***C2 Comptes nationaux – Production (L. Biedma, I. Kuhnert)**C3 Finances publiques et fiscalité (L. Frej-Ohlsson, G. Thouvenin)**C4 Balance des paiements (C. Andreatta, P. Passerini)**C5 Prix (A. Makaronidis, L. Mejer, S. Stapel)***Direction D – Statistiques du marché intérieur, emploi et affaires sociales***D1 Marché du travail (S. Jouhette, A. Paternoster, A. Tokofaï, H. Vreeswijk)**D2 Conditions de vie et protection sociale (G. Abramovici, I. Dennis, A. Melis, J. Piirto)**D3 Entreprises (P. Sneijers)**D4 Énergie et transports (A. Gikas, H. Stelow)**D5 Éducation et culture (B. Andrén, A. Mc Allister, P. Schmidt)**D6 Santé et sécurité alimentaire (D. Dupré, S. Gagel, E. Niederlaender)**D7 Société de l'information et services (F.C. Bovagnet, C. Demunter, S. Fickinger, M. Ottens, M. Lumio, F. Reis, H.-W. Schmidt)***Direction E – Statistiques sur l'agriculture, la pêche, les fonds structurels et l'environnement***E1 Statistiques structurelles, agriculture (U. Eidmann)**E2 Statistiques sur les produits agricoles (G. Weber, G. Steffes)**E3 Développement durable, pêche, développement rural et forêts (E. Maki-Simola, D. Cross, Y. Zanatta)**E4 Fonds structurels (T. Carlquist, B. Feldmann)**E5 Environnement (J. Klein)***Direction F – Statistiques des relations extérieures***F1 Démographie, migration (G. Kyi, D. Thorogood)**F2 Commerce international (A. Berthomieu, C. Corsini)***AELE** (*R. Ragnarson*)**Géonomenclature** (*E. Jouangrand*)

* Organigramme Eurostat de juin 2005. Vous pouvez vous référer aux mises à jour sur le site Internet <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA TRADUCTION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE**OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

1 Les statisticiens au service de l'Europe

Le service d'Eurostat	11
Eurostat, clé d'accès à la statistique européenne	11
Les indicateurs structurels d'Eurostat	15
Les euro-indicateurs	17
Accès gratuit aux statistiques européennes	19
L'Union européenne dans le contexte global	21
Les données sur les régions d'Europe	31
Au-devant de la scène: la société de l'information	37

2 Les Européens

La population	61
La population de l'Union européenne	61
Les familles et les naissances	67
La migration et l'asile	73
La santé	79
L'espérance de vie et la mortalité	79
La santé et la sécurité	85
L'éducation et la formation	95
L'éducation	95
La formation professionnelle continue	103
Le marché du travail	107
Le travail et son marché	107
Les données sur la politique du marché du travail	113
Les ménages et le bien-être	117
Les dépenses de consommation des ménages	117
Les revenus et les conditions de vie	123
Le logement	129
La protection sociale	133

3 L'économie

Les comptes nationaux	141
La production économique	143
La consommation et les dépenses	147
Le revenu des facteurs de production	153
Les finances publiques	157
Les prix et les salaires	161
Les prix à la consommation	161
Les salaires et le coût de la main-d'œuvre	167
La balance des paiements	173
Le compte courant	173
Le commerce international de services	177
Les investissements directs étrangers	181
Le commerce international de marchandises	185

4 L'environnement

L'environnement	197
L'eau	197
Les déchets	199
La pollution de l'air et les changements climatiques	201
Les dépenses de protection de l'environnement	203
L'agriculture et l'environnement	205

5 Les sciences et les technologies

La recherche et le développement	209
La société de l'information	217

6 Les secteurs d'activité et les entreprises

Les structures des entreprises en un coup d'œil	233
L'industrie et la construction	237
Le commerce	239
Les marchés financiers	241
Les transports	245
Le tourisme	253
L'énergie	257

7 L'agriculture, la sylviculture et la pêche

L'agriculture	267
La sylviculture	279
La pêche	281

8 Annexes

Glossaire	287
Géonomenclature 2005	301
Nomenclature des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE rév. 1.1)	305
Nomenclature des marchandises (CTCI rév. 3)	306
Abréviations et acronymes	308

L'Annuaire Eurostat est facile à utiliser

- Les textes introductifs des différentes sections expliquent les principales caractéristiques et la pertinence des informations présentées et donnent une idée des autres données sur le sujet disponibles à Eurostat.
- Le glossaire clarifie les termes et concepts statistiques utilisés.
- Les références indiquent comment obtenir d'autres données et analyses d'Eurostat sur le sujet.
- Les abréviations et acronymes utilisés sont explicités dans l'encart inséré dans l'Annuaire.

Date d'extraction des données

Les données statistiques présentées dans cet Annuaire ont été extraites le 29 avril 2005 et représentent toutes celles qui étaient disponibles à ce moment. Si des données ont été extraites ultérieurement, il en est fait explicitement mention dans les chapitres concernés.

Ordre et codes des pays

Dans l'Annuaire Eurostat, les États membres de l'UE sont classés dans l'ordre protocolaire. Il s'agit de l'ordre alphabétique des noms des pays dans leurs langues respectives.

Dans l'Annuaire, les pays sont généralement identifiés par la désignation officielle la plus courte. Si des codes sont utilisés, ce sont les codes ISO à deux lettres; dans les cas de la Grèce et du Royaume-Uni, les codes sont, respectivement, EL et UK.

Symboles et codes dans les tableaux

- non applicable ou zéro réel ou zéro par défaut
- 0 moins de la moitié du chiffre final présenté
- . sans objet
- .. données confidentielles; données non probantes ou données non publiées pour des raisons de confidentialité
- : données non disponibles
- b rupture des séries
- e valeur estimée
- f prévision
- i voir note en bas de page
- p valeur provisoire
- r valeur révisée
- s estimation d'Eurostat



L'économie

Les comptes nationaux 141-160

Les prix et les salaires 161-172

La balance des paiements 173-184

Le commerce international
de marchandises 185-194





Les comptes nationaux



pour l'analyse économique, la prise de décision et l'élaboration des politiques.

Le SEC 95: une norme commune pour l'établissement des comptes nationaux en Europe

En Europe, les comptes nationaux sont établis selon des normes entièrement harmonisées, définies dans le système européen des comptes nationaux (SEC 95). Le SEC 95 a été institué par le règlement (CE) n° 2223/96 du Conseil, entré en vigueur en 1996, qui doit être appliqué par tous les États membres de l'Union européenne. Il instaure une méthodologie commune qui garantit la pleine et entière comparabilité des données des comptes nationaux, quelle que soit la région économique considérée. Le SEC 95 est la version européenne des lignes directrices mondiales énoncées dans le système de comptabilité nationale (SCN 93) qui, lui, a été élaboré et publié conjointement par les Nations unies, le Fonds monétaire international, la Commission européenne, l'Organisation de coopération et de développements économiques et la Banque mondiale.

3

Les comptes nationaux: le bilan sur l'état de l'économie

Les comptes nationaux constituent un cadre comptable complet et cohérent qui permet de mesurer le niveau et la structure de l'activité économique. Ce cadre fournit de nombreuses statistiques macroéconomiques essentielles, par exemple concernant le produit intérieur brut (PIB), le revenu national brut (RNB), la production et la valeur ajoutée, la consommation, l'investissement et la balance extérieure des biens et des services.

Établis au niveau des régions, des États membres et de l'Union européenne, les comptes nationaux fournissent des informations sur l'économie sous l'angle de l'offre et de la demande. Ils indiquent quels secteurs économiques sont particulièrement importants en termes de PIB et de croissance, quelle part du revenu généré par l'activité économique reste dans les entreprises et quelle part revient aux ménages et à l'État, quelle proportion du revenu est dépensée pour des achats de biens de consommation et des investissements et quel est le niveau de l'épargne.

Toutes ces caractéristiques font des comptes nationaux un instrument particulièrement précieux

PIB par habitant en SPA
 Aux prix courants du marché

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
UE-25	15 200	16 000	16 900	17 700	18 500	19 800	20 500	21 200	21 400 (f)	22 300 (f)	23 100 (f)	24 100 (f)
UE-15	16 900	17 700	18 600	19 400	20 400	21 700	22 500	23 200	23 300 (f)	24 300 (f)	25 100 (f)	26 100 (f)
Zone euro	17 000	17 800	18 600	19 500	20 400	21 700	22 200	22 700	22 800 (f)	23 700 (f)	24 500 (f)	25 400 (f)
Belgique	18 300	19 000	19 800	20 500	21 500	23 100	24 000	24 700	25 200	26 400 (f)	27 300 (f)	28 400 (f)
République tchèque	10 700 (e)	11 500 (e)	11 700 (e)	11 800 (e)	12 200	12 800	13 500	14 300	15 000	15 900 (f)	16 800 (f)	17 800 (f)
Danemark	19 000	20 100	21 300	22 000	23 600	25 100	25 800	25 700 (f)	26 100 (f)	27 200 (f)	28 300 (f)	29 400 (f)
Allemagne	18 200	18 900	19 500	20 200	21 000	22 100	22 500	23 000	23 100	24 000 (f)	24 600 (f)	25 400 (f)
Estonie	5 400 (e)	5 900 (e)	6 800 (e)	7 400 (e)	7 600	8 600	9 200	9 900	10 400	11 200 (f)	12 200 (f)	13 200 (f)
Grèce	11 000	11 500	12 200	12 700	13 300	14 300	15 100	16 400	17 300	18 400 (f)	19 200 (f)	20 100 (f)
Espagne	13 300	14 100	14 800	15 700	17 000	18 100	18 900	20 000	20 900 (f)	21 800 (f)	22 600 (f)	23 500 (f)
France	17 500	18 300	19 300	20 200	21 200	22 500	23 500	23 900	23 700	24 800 (f)	25 600 (f)	26 600 (f)
Irlande	15 100	16 500	19 000	20 700	22 600	25 000	26 500	28 100	28 300	30 000 (f)	31 600 (f)	33 300 (f)
Italie	17 600	18 400	19 000	20 100	20 800	22 000	22 800 (e)	23 100 (e)	22 800 (f)	23 400 (f)	24 000 (f)	24 900 (f)
Chypre	13 100 (e)	13 600 (e)	14 100 (e)	14 900 (e)	15 700	17 000	18 300	17 700	17 600	18 200 (f)	19 000 (f)	19 900 (f)
Lettonie	4 500 (e)	4 900 (e)	5 500 (e)	6 000 (e)	6 300	7 000	7 700	8 200	8 800	9 800 (f)	10 700 (f)	11 600 (f)
Lituanie	5 200 (e)	5 700 (e)	6 300 (e)	6 900 (e)	7 000	7 600	8 300	9 000	9 800	10 700 (f)	11 600 (f)	12 600 (f)
Luxembourg	27 200	28 400	31 100	34 000	38 600	43 200	43 600	45 000	45 900	48 400 (f)	50 700 (f)	53 200 (f)
Hongrie	7 600 (e)	7 900 (e)	8 500 (e)	9 100 (e)	9 700	10 600	11 500	12 400	12 900	13 800 (f)	14 600 (f)	15 500 (f)
Malte	:	:	:	:	14 400	15 400	15 100	15 500	15 600	16 100 (f)	16 500 (f)	17 100 (f)
Pays-Bas	18 300	19 300	20 400	21 400	22 300	24 000	25 400	25 800	25 800	26 700 (f)	27 400 (f)	28 400 (f)
Autriche	19 700	20 700	21 400	22 100	23 500	25 300	25 400	25 900	26 100	27 100 (f)	28 000 (f)	29 000 (f)
Pologne	6 200 (e)	6 800 (e)	7 400 (e)	7 900 (e)	8 500	9 100	9 400	9 700	9 800	10 600 (f)	11 300 (f)	12 000 (f)
Portugal	11 100	11 700	12 500	13 300	14 300	15 300	15 800	16 200	16 000	16 400 (f)	16 800 (f)	17 300 (f)
Slovénie	10 400 (e)	11 200 (e)	12 000 (e)	12 700 (e)	13 700	14 500	15 300	15 900	16 400	17 500 (f)	18 500 (f)	19 600 (f)
Slovaquie	6 800 (e)	7 400 (e)	8 000 (e)	8 400 (e)	8 700	9 500	10 000	10 900	11 200	12 000 (f)	12 900 (f)	13 800 (f)
Finlande	16 100	16 900	18 700	20 000	20 700	22 600	23 300	24 100	24 300	25 700 (f)	26 900 (f)	28 100 (f)
Suède	18 000	18 800	19 600	20 300	21 900	23 700	23 800	24 300 (f)	24 600 (f)	25 900 (f)	27 100 (f)	28 200 (f)
Royaume-Uni	16 800	17 900	19 200	20 100	21 000	22 500	23 600	24 900 (f)	25 500 (f)	26 800 (f)	28 000 (f)	29 200 (f)
Bulgarie	4 700 (e)	4 500 (e)	4 400 (e)	4 700 (e)	4 900	5 300	5 800	6 100	6 400 (f)	6 900 (f)	7 500 (f)	8 000 (f)
Croatie	5 700 (e)	6 400 (e)	7 000 (e)	7 500 (e)	7 400 (e)	8 200 (e)	8 600 (e)	9 300 (e)	9 700 (e)	10 300 (f)	10 900 (f)	11 600 (f)
Roumanie	:	:	:	4 700	4 800	5 000	5 500	6 100	6 300	7 000 (f)	7 600 (f)	8 100 (f)
Turquie	4 600 (e)	5 000 (e)	5 500 (e)	5 700 (e)	5 500	6 000	5 400	5 600 (f)	5 900 (f)	6 400 (f)	6 800 (f)	7 200 (f)
Islande	18 500	19 900	21 200	22 600	23 700	24 800	25 500	25 000 (f)	24 900 (f)	26 500 (f)	28 100 (f)	29 800 (f)
Norvège	20 200	22 400	23 900	23 600	26 200	31 900	32 400	31 600 (f)	31 500 (f)	33 000 (f)	34 800 (f)	36 100 (f)
Japon	19 000	20 200	21 100	21 200	21 600	22 900	23 400 (f)	23 800 (f)	24 400 (f)	26 600 (f)	27 300 (f)	28 300 (f)
États-Unis	23 400	24 700	26 200	27 500	29 000	30 700	31 200	32 200	32 900	35 500	37 100 (f)	38 500 (f)
Canada	19 100	19 900	21 100	22 100	23 700	25 500 (f)	26 200 (f)	27 500 (f)	27 800 (f)	29 500 (f)	30 500 (f)	31 700 (f)

(f): prévisions; (e): valeurs estimées.

Le PIB est un indicateur de la situation économique d'une nation. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminuée de la valeur des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production. En exprimant le PIB en SPA, on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays et les calculs par tête permettent de comparer des économies présentant d'importantes différences en taille absolue.

Le PIB est un indicateur de la situation économique d'une nation. Il est égal à la valeur de tous les biens et les services qui sont consommés, investis, stockés ou bien encore exportés, moins

la valeur des biens et des services importés. Pour comparer des économies de taille différente et ayant des niveaux de prix différents, Eurostat a calculé l'indicateur «PIB par habitant en SPA».



La production économique

Données d'Eurostat

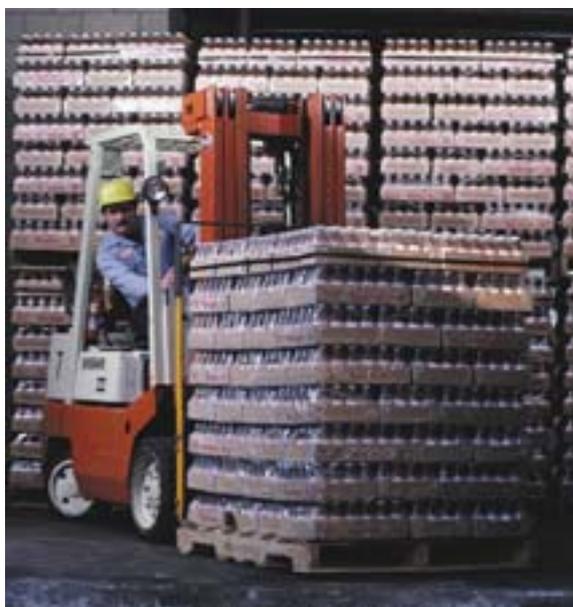
Eurostat fournit un large éventail de données sur la production économique, ventilées selon les branches de l'économie qui l'ont générée:

- agriculture, chasse et sylviculture;
- pêche;
- industries extractives;
- secteur manufacturier;
- énergie (électricité, gaz, etc.) et approvisionnement en eau;
- construction;
- commerce, transports et services de communication;
- services aux entreprises et services financiers;
- autres services.

Le PIB: résultat de toutes les activités de production

Le produit intérieur brut aux prix du marché représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. On peut définir le PIB de trois façons:

- il est égal à la somme de la valeur ajoutée brute des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches plus les impôts nets des subventions sur les produits (optique de la «production»);
- il est égal à la somme des emplois finals des biens et des services par les unités économiques résidentes (consommation finale et formation brute de capital) plus les exportations nettes des importations de biens et de services (optique des «dépenses»);



- il est égal à la somme des emplois du compte d'exploitation de l'économie totale (rémunération des salariés, impôts nets sur la production et les importations, excédent brut d'exploitation et revenu mixte) (optique du «revenu»).

Dans ces tableaux, le PIB correspond à la valeur des biens et des services de l'économie moins la consommation intermédiaire, plus les impôts moins les subventions sur les produits. Par «évaluation à prix constants», on entend l'évaluation des flux et des stocks pendant une période comparable aux prix de la période de référence.

Le PIB par habitant

Le PIB, et en particulier le PIB par habitant, est l'un des principaux indicateurs utilisés pour l'analyse économique ainsi que pour les comparaisons dans l'espace et/ou dans le temps.

Pour faciliter ces comparaisons internationales, les niveaux de PIB exprimés dans la monnaie nationale de chaque État membre sont convertis en une monnaie commune (l'écu jusqu'en 1998 et l'euro à partir de 1999) en appliquant le taux de change officiel. Toutefois, le taux de change ne reflète par nécessairement le pouvoir d'achat réel de chaque monnaie nationale.

Pour éliminer les distorsions dues aux différences de niveaux de prix, des parités de pouvoir d'achat (PPA) sont calculées et utilisées comme facteur de conversion [taux de change de la monnaie nationale en standards de pouvoir d'achat (SPA)]. Ces parités correspondent à une moyenne pondérée des rapports de prix relatifs concernant un panier homogène de biens et de services représentatifs et comparables pour chaque État membre.

Les valeurs du PIB en «volume comparable» obtenues de la sorte sont ensuite exprimées en SPA.

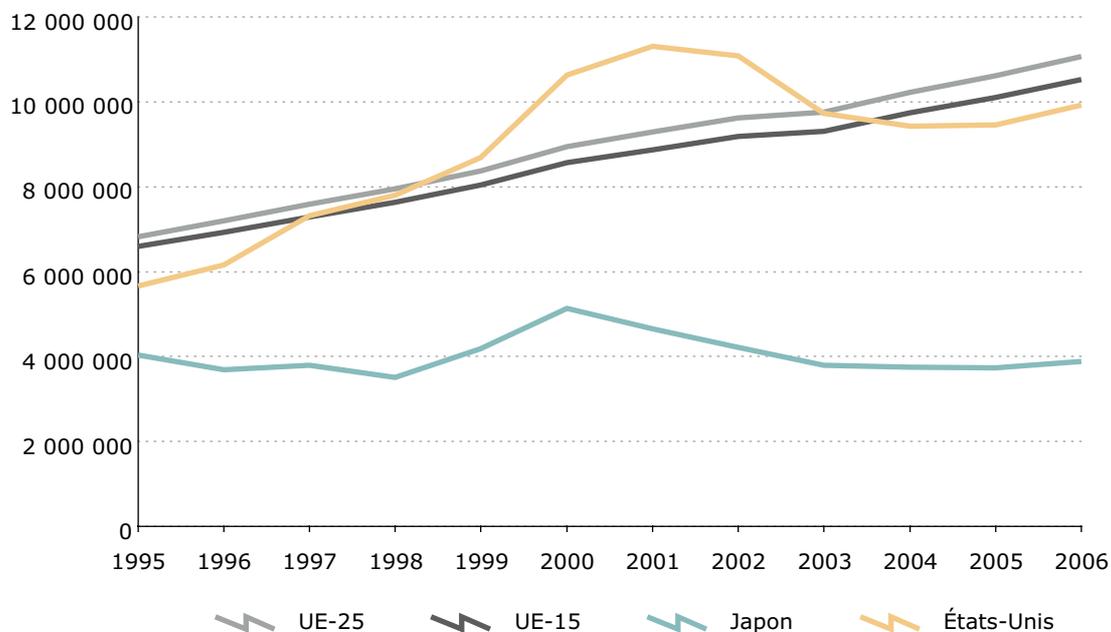
Valeur ajoutée brute

La valeur ajoutée brute est définie comme la valeur de tous les biens et les services nouvellement produits moins la valeur de tous les biens et les services consommés dans leur création. La

dépréciation des actifs fixes n'est pas prise en compte. La valeur ajoutée brute est calculée par l'industrie qui la génère.

Pour calculer la valeur ajoutée, on évalue la production aux prix de base et la consommation intermédiaire aux prix d'achat; les impôts moins les subventions sur les produits doivent donc être ajoutés à la valeur ajoutée. Le PIB résultant de l'équation mentionnée ci-dessus sera alors évalué aux prix du marché.

PIB aux prix courants du marché
En Mio. ECU/EUR



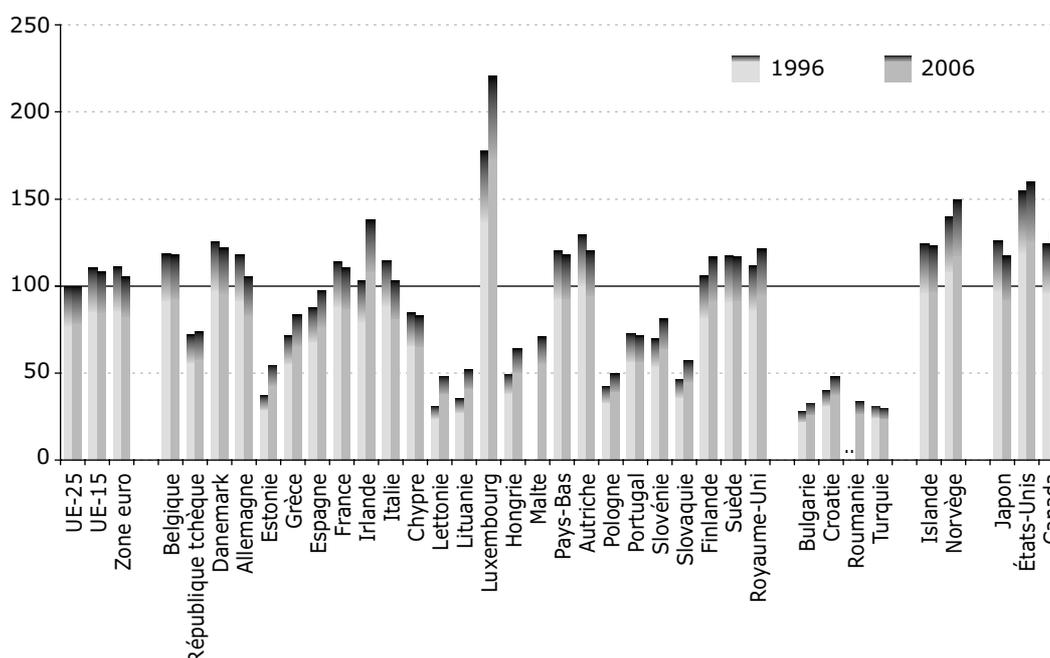
2004 et 2005: prévisions.

Le PIB est un indicateur de la situation économique d'une nation. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminuée de la valeur des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production. En exprimant le PIB en SPA, on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, et les calculs par tête permettent de comparer des économies présentant d'importantes différences en taille absolue.



PIB par habitant en SPA en 1996 et 2006

UE-25 = 100

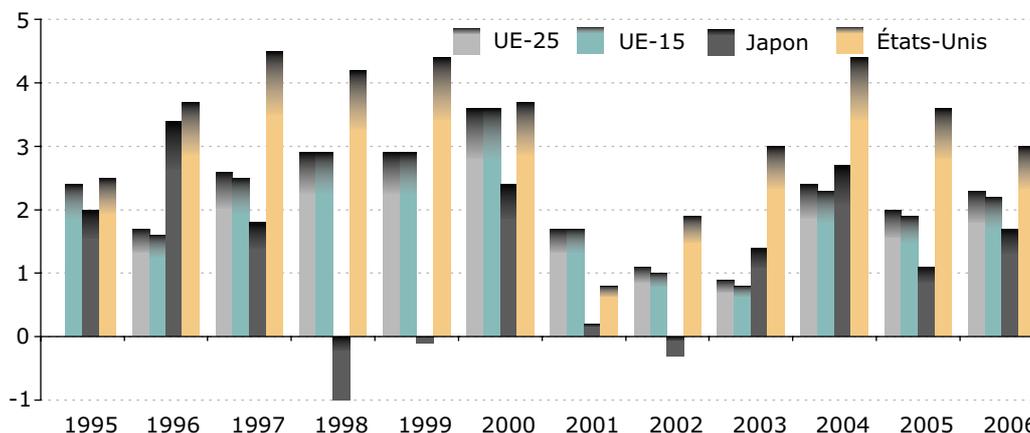


1996: valeurs estimées incluses; 2006: prévisions.

Le PIB est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création. L'indice de volume du PIB par habitant en SPA est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (UE-25) fixée à 100. Si l'indice d'un pays est supérieur à 100, le niveau du PIB par tête pour ce pays est supérieur à la moyenne de l'UE et vice versa. Les chiffres de base sont exprimés en SPA, c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Il est à noter que l'indice, calculé à partir des chiffres en SPA et exprimé par rapport à l'UE-25 = 100, est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

Taux de croissance du PIB réel

Taux de croissance du PIB à prix constants en 1995 – Variation en % par rapport à l'année précédente

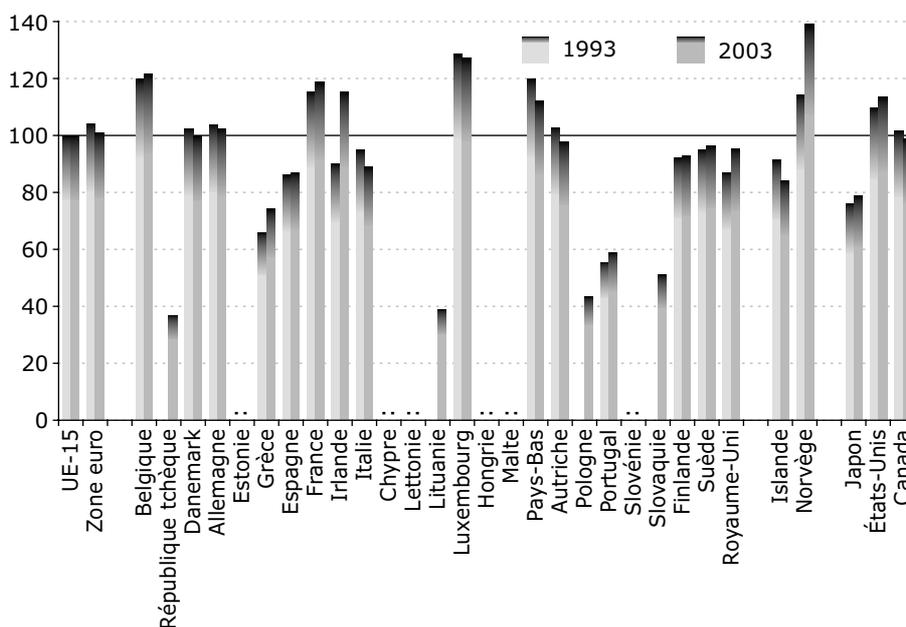


2005 et 2006: prévisions.

Le PIB est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création. Le calcul du taux de croissance annuel du PIB à prix constants est destiné à permettre les comparaisons des dynamiques du développement économique à la fois à travers le temps et entre des économies de différentes tailles. Le taux de croissance est calculé à partir de chiffres à prix constants puisque ceux-ci donnent les mouvements en volume uniquement, c'est-à-dire que les mouvements des prix ne feront pas monter les taux de croissance.

Productivité de la main-d'œuvre en 1993 et 2003

PIB en SPA par heure de travail, par rapport à l'UE-15 (= 100)

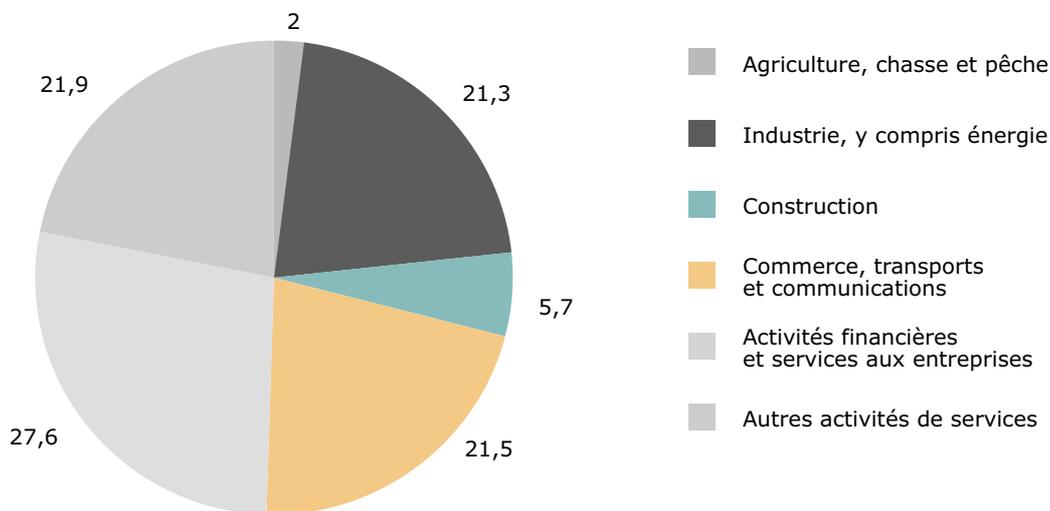


1993: valeurs estimées; 2003: prévisions.

Le PIB est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création. Le PIB par heure de travail, exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne, est destiné à donner une image de la productivité des économies nationales. Si l'indice est supérieur à 100, le niveau du PIB par heure de travail de ce pays est supérieur à la moyenne de l'UE et vice versa. Les chiffres de base sont exprimés en SPA, c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Exprimer la productivité par heure de travail éliminera les différences dans la composition temps plein/temps partiel de la force de travail.

Valeur ajoutée brute par branche dans l'UE-25 en 2004

Part dans la valeur ajoutée brute totale en %; aux prix de base courants et taux de change courants



La VAB (valeur ajoutée brute), comme le PIB, est un indicateur de la situation économique d'une nation. La VAB se différencie du produit intérieur brut uniquement en matière d'estimation, qui est au prix du producteur, c'est-à-dire qu'elle n'inclut pas la valeur des taxes sur les produits (moins les subventions des produits). Les taxes sur les produits comprennent notamment les taxes sur la valeur ajoutée.



La consommation et les dépenses

Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- les dépenses de consommation finale privée, c'est-à-dire les dépenses de consommation des ménages privés et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM);
- les dépenses de consommation des administrations publiques;
- la formation brute de capital fixe, c'est-à-dire les «investissements», y compris une ventilation par catégorie de produits d'investissement;
- la variation des stocks;
- la balance extérieure, c'est-à-dire la différence entre les exportations et les importations de biens et de services.

Données essentielles pour l'analyse structurelle comme pour l'analyse conjoncturelle de l'économie

Les agrégats des comptes nationaux sur la consommation et les dépenses sont utilisés par la Banque centrale européenne et les services de la

Commission, en particulier la direction générale des affaires économiques et financières, en tant qu'outils importants pour l'analyse économique structurelle et les décisions stratégiques. Les séries trimestrielles respectives sont essentielles pour l'analyse conjoncturelle et les décisions stratégiques consécutives. Ces séries sont également largement utilisées pour étayer la prise de

3



décisions dans le secteur privé, en particulier sur les marchés financiers.

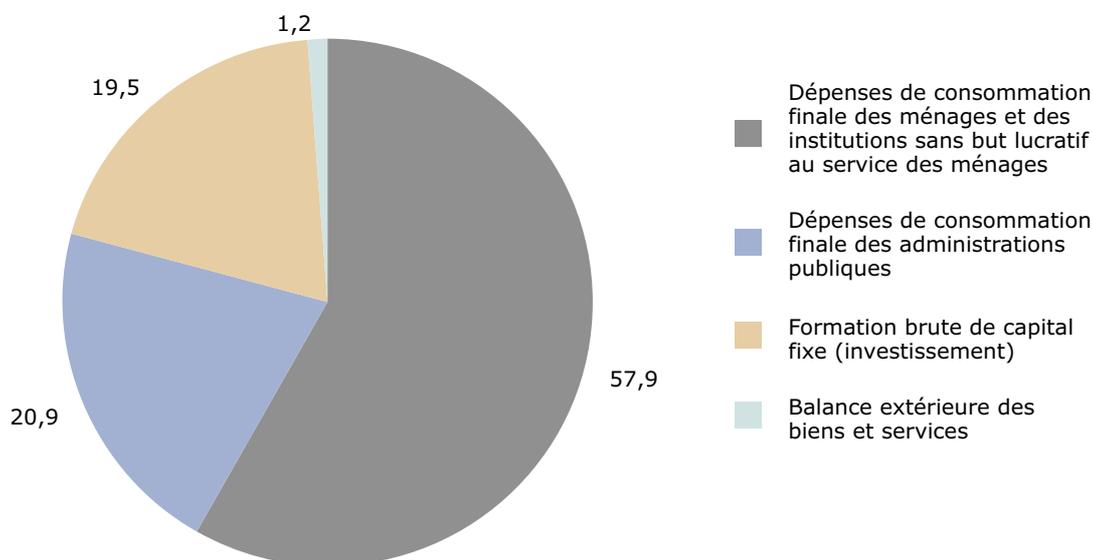
Conformément à l'optique des dépenses, les tableaux de cette section montrent l'utilisation du PIB par grandes catégories d'emplois. Les principales catégories de dépenses intérieures sont, d'une part, la consommation et, d'autre part, l'investissement; les biens et les services produits sur le marché peuvent également être exportés. Les exportations sont la contrepartie des importations, qui peuvent être consommées ou investies sans être le résultat d'une activité de production intérieure. Les exportations moins les importations, c'est-à-dire le solde extérieur, correspondent à la contribution nette du commerce extérieur au PIB.

— Les **dépenses de consommation finale privée** comprennent les dépenses de consommation finale des ménages et des ISBLSM, c'est-à-dire leurs dépenses en biens et en services qui sont utilisés pour la satisfaction directe des besoins individuels. Les ISBLSM comprennent les unités dotées de la personnalité juridique qui servent les ménages et sont des autres producteurs non marchands privés. Leurs ressources principales, autres que celles résultant des ventes occasionnelles, proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété. Les églises, les syndicats et les partis politiques sont des exemples d'ISBLSM.

- Les **dépenses de consommation finale des administrations publiques** comprennent deux catégories de dépenses: la valeur des biens et des services produits par les administrations publiques elles-mêmes à des fins autres que la formation de capital pour propre compte ou la vente; les dépenses que les administrations publiques consacrent à l'achat de biens et de services produits par des producteurs marchands en vue de les fournir aux ménages — sans transformation — au titre de transferts sociaux en nature.
- La **formation brute de capital fixe** est égale aux acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents augmentées de certaines plus-values sur actifs non produits découlant de l'activité de production. Par «actifs fixes», il faut entendre des actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant une durée d'au moins un an.
- La **variation des stocks** est mesurée par la valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des éventuelles pertes courantes sur stocks.
- Le **solde des échanges extérieurs**: les importations de biens et de services sont enregistrées avec un signe négatif, tandis que les exportations de biens et de services sont enregistrées avec un signe positif. La différence entre les exportations et les importations est appelée le «solde des échanges extérieurs de biens et de services».

Composantes des dépenses du PIB de l'UE-25 en 2004

En % du PIB total

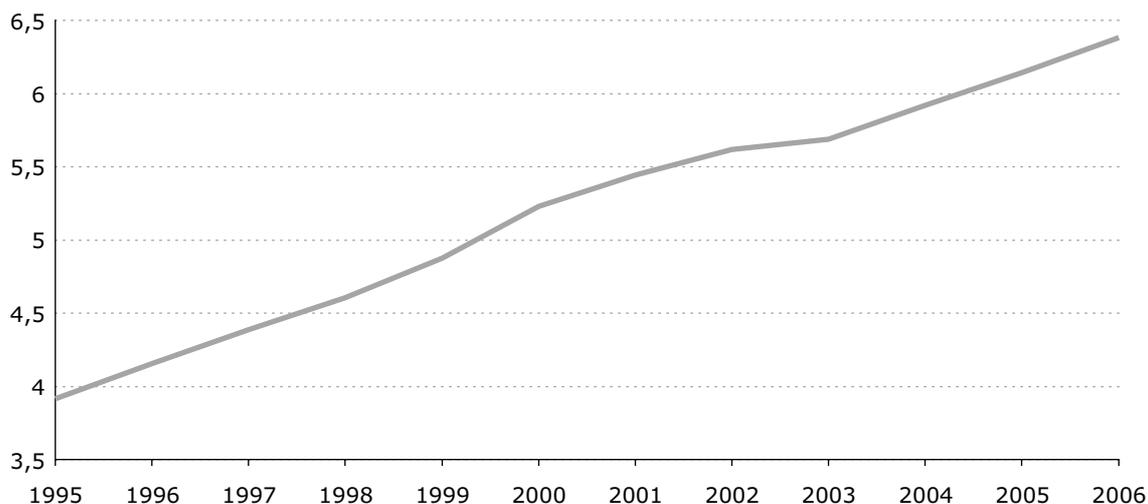


En 2004, on a observé une variation positive des stocks d'environ 0,5 % du PIB dans l'UE-25. Valeurs estimées.



Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages dans l'UE-25

En billions EUR



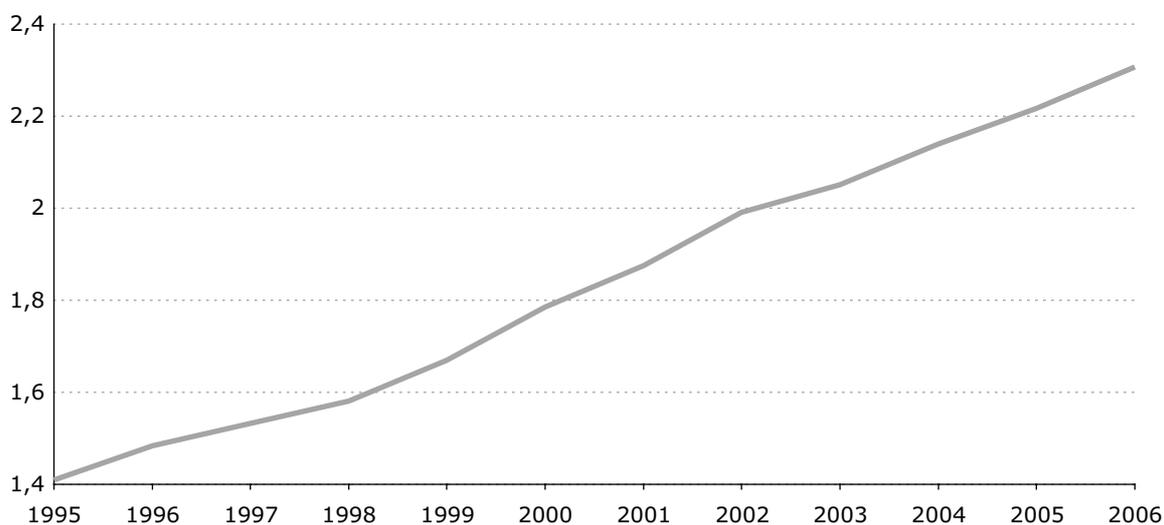
2005 et 2006: prévisions.

En 2004, 57,9 % du PIB de l'UE-25 ont été consacrés à la consommation des ménages et des ISBLSM. Cette proportion est restée plutôt stable dans le temps et a atteint son sommet en 2001, lorsque la consommation des ménages représentait 58,6 % du PIB. Concernant les États membres, les parts variaient entre 66,8 % pour la Grèce et 41,9 % pour le Luxembourg en 2003.

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques représentaient 20,9 % du PIB de l'UE-25 en 2004; c'est la première fois depuis 1998 que cette proportion n'a pas augmenté. En Suède, cette proportion a atteint 28,3 %, tandis qu'en Irlande, elle était de 15,8 %.

Dépenses de consommation finale des administrations publiques, dans l'UE-25

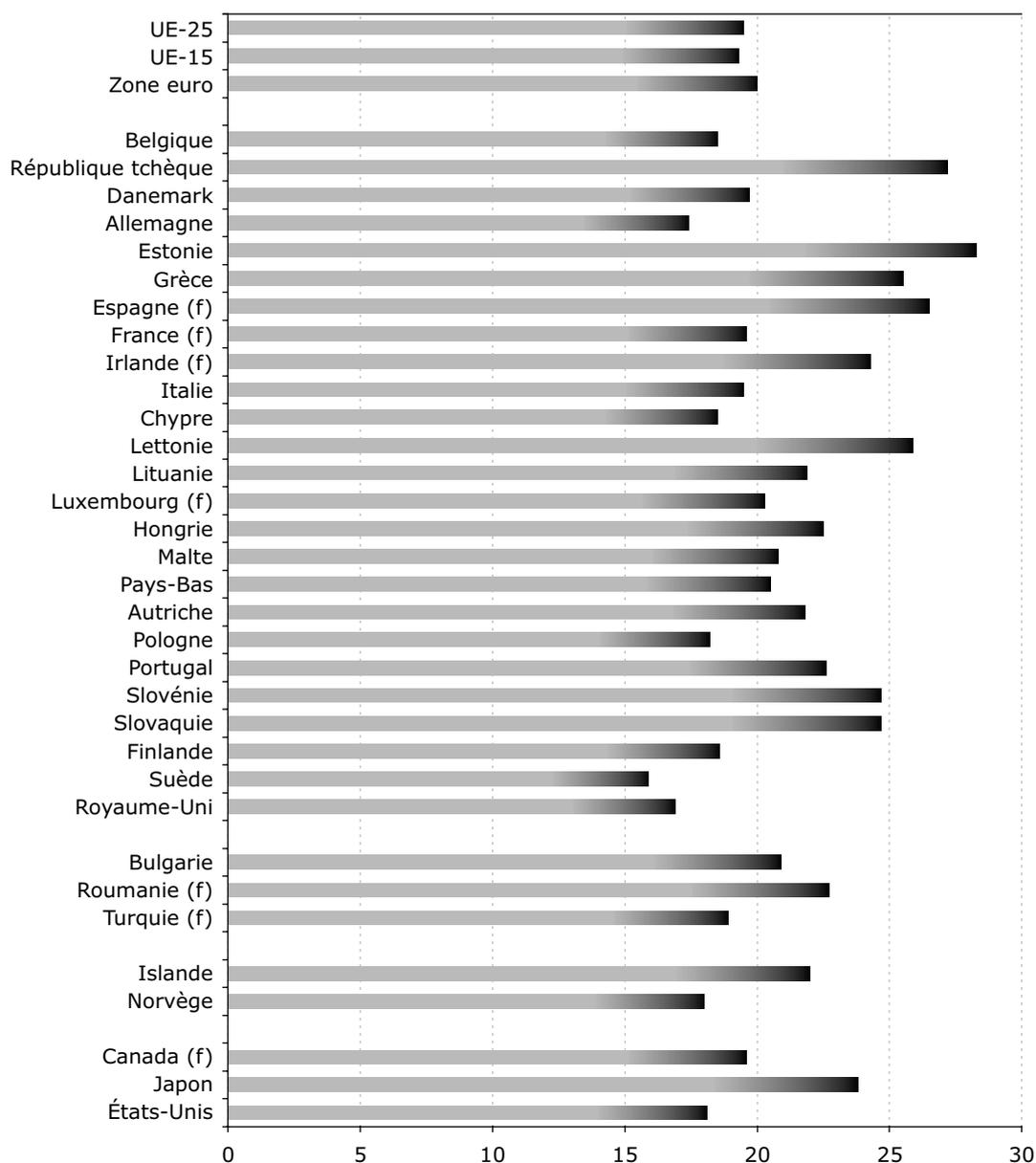
En billions EUR



2005 et 2006: prévisions.

Formation brute de capital fixe (investissement) en 2004

Part du PIB en %



(f): prévisions.

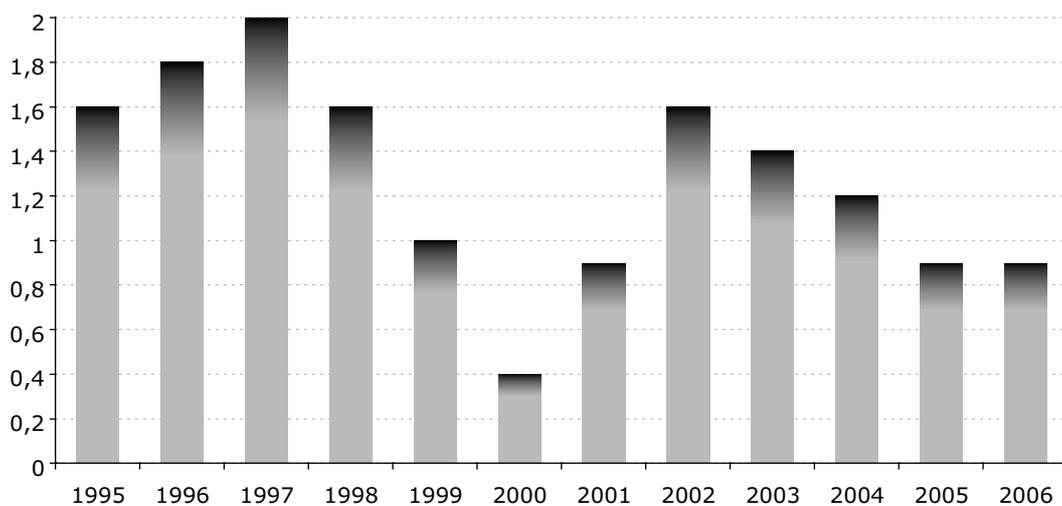
La formation brute de capital fixe comprend les acquisitions des unités de production résidentes moins la cession d'actifs fixes corporels et incorporels. Elle comporte en particulier les machines et l'équipement, les véhicules, les habitations et les autres bâtiments.

La formation brute de capital fixe représentait 19,5 % du PIB de l'UE-25 en 2004, ce qui constitue une augmentation par rapport à 2003 (19,2 %), mais reste loin du record enregistré en 2000 (20,7 %).

L'investissement, en tant que part du PIB, enregistre sa plus grande valeur en Estonie (28,4 %) et sa plus basse au Royaume Uni (16,3 %).

**Balance extérieure des biens et services, UE-25**

Part du PIB en %



2005 et 2006: prévisions.

Le solde des échanges extérieurs de biens et de services de l'UE-25 est habituellement positif. En 2004, il représentait + 1,2 % du PIB. En 2003, le Luxembourg a réalisé l'excédent le plus important (+ 18,7 %), suivi de près par l'Irlande (+ 15,4 %), tandis que la Lettonie accusait le déficit le plus élevé (- 12,8 %).



Le revenu des facteurs de production

Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- la rémunération des salariés, y compris une ventilation par branche d'activité;
- les salaires et les traitements, y compris une ventilation par branche d'activité;
- l'excédent brut d'exploitation et les revenus mixtes;
- les impôts sur la production et les importations;
- le revenu national brut;
- la consommation de capital fixe;
- le revenu disponible;
- l'épargne nette de l'économie;
- la capacité/le besoin de financement de l'économie.

Données cruciales pour l'analyse économique

Les données d'Eurostat sur le revenu des facteurs de production sont cruciales pour l'analyse économique dans un certain nombre de contextes à l'intérieur et en dehors de la Commission européenne. Les études de compétitivité, d'inégalité de répartition des rémunérations et de développement économique à long terme en sont des exemples typiques. Les utilisateurs en dehors de la Commission comprennent, en particulier, les milieux universitaires et les institutions financières.



Le revenu des facteurs: «gagner» le PIB

La production du PIB nécessite des «facteurs de production» tels que le travail des salariés et le capital. Ces facteurs de revenu doivent être rémunérés. L'optique du «revenu» montre comment le PIB est réparti entre les différents participants dans le processus de production. Il est donc représenté comme étant égal à la somme:

- de la **rémunération des salariés** définie comme étant le total des rémunérations en espèces ou en nature que versent les employeurs à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers au cours de la période de référence des comptes. La rémunération des salariés est ventilée comme suit:
 - i) traitements et salaires (en espèces et en na-

ture) et ii) cotisations sociales des employeurs (cotisations sociales effectives des employeurs et cotisations sociales imputées des employeurs);

- de l'**excédent brut d'exploitation** correspondant à l'excédent (ou au déficit) sur les activités de production avant la prise en compte des intérêts, des loyers ou des frais payés ou perçus pour l'utilisation des biens;
- du **revenu mixte** correspondant à la rémunération des travaux effectués par le propriétaire (ou des membres de sa famille) d'une entreprise non constituée en société. Ce revenu est qualifié de «mixte» parce qu'il n'est pas pos-

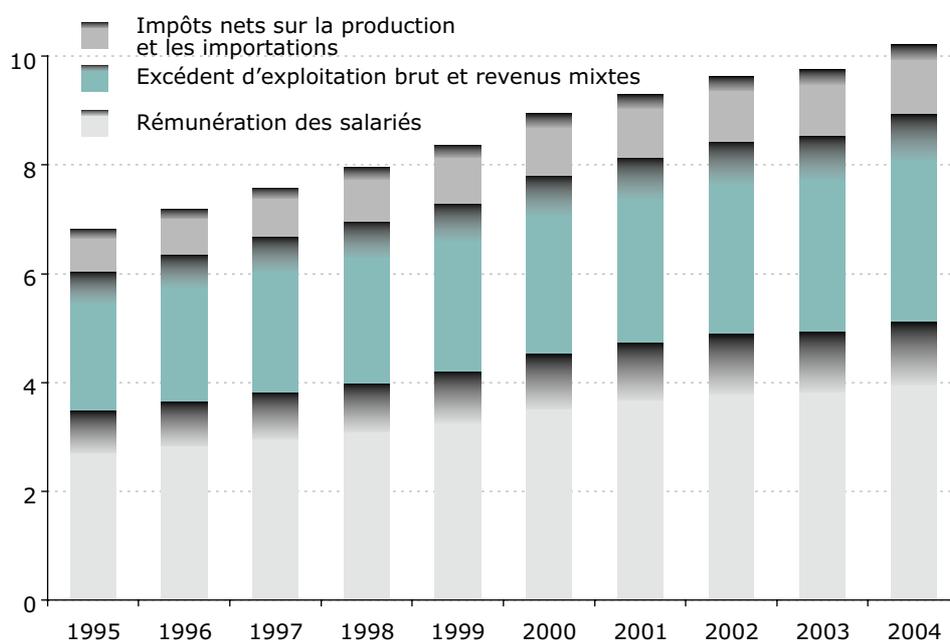
sible de le distinguer des bénéfices réalisés par l'entreprise du propriétaire;

- des **impôts sur la production et les importations moins les subventions**, qui comprennent les paiements obligatoires (dans le cas des impôts), sans contrepartie, aux ou des

administrations publiques ou institutions de l'Union européenne, en rapport avec la production ou l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, de bâtiments ou autres actifs utilisés dans la production.

Revenu des facteurs de production dans l'UE-25

En milliards ECU/EUR, en prix courants



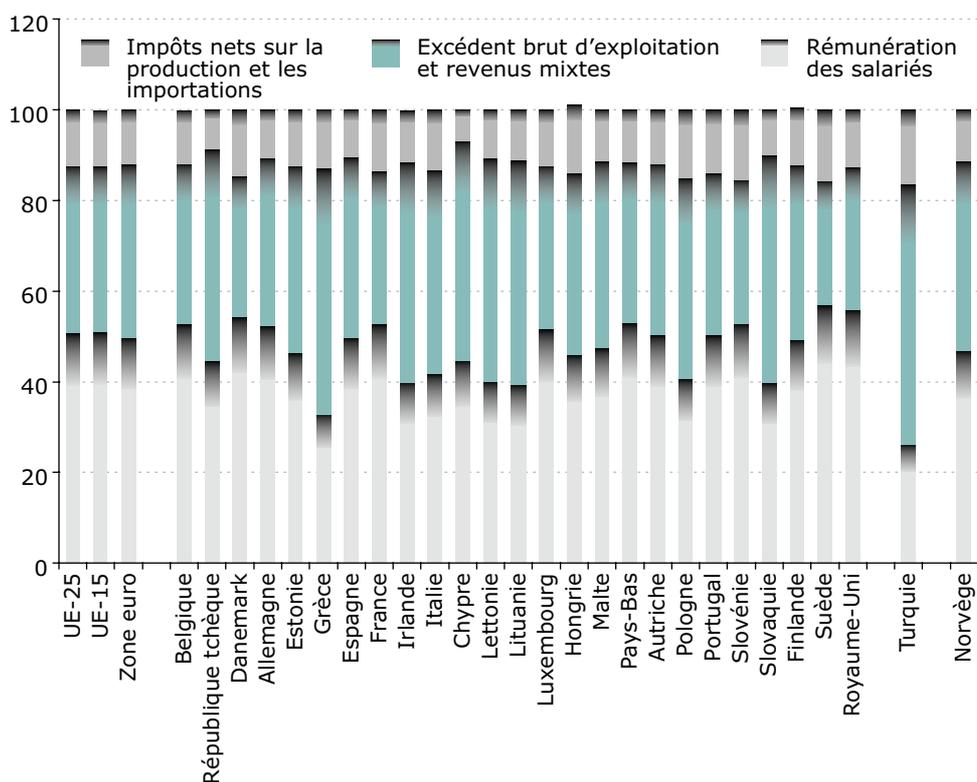
Plus une économie produit d'extrants, plus elle peut redistribuer de revenu aux facteurs qui ont fourni des intrants pour leur création. Entre 1995 et 2004, le PIB de l'UE-25 (mesuré en prix actuels) a augmenté de près de la moitié (49,6 %). Le revenu global des salariés ainsi que celui des propriétaires des capitaux ont augmenté dans les

mêmes proportions. Toutefois, la croissance de l'excédent brut d'exploitation et du revenu mixte a été légèrement plus importante (49,9 %) que celle de la rémunération des salariés (46,6 %). Les impôts sur la production et les importations moins les subventions ont augmenté de 62,4 % au cours de la même période.



Revenu des facteurs de production 2003

En % du PIB



Pour l'Islande, il manque les données sur la rémunération des salariés.

Pour la Bulgarie, il manque les données relatives aux impôts nets sur la production et les importations.

Concernant les États membres, on observe un certain nombre de différences dans les parts des trois composantes du PIB en 2003. En ce qui concerne la rémunération des salariés, les parts vont de 32,9 % en Grèce à 57,0 % en Suède, tandis que la moyenne pour l'UE-25 est de 50,8 %. En ce qui concerne l'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte, la part la plus éle-

vée est observée en Grèce (54,3 %) et la plus faible en Suède (27,3 %), la moyenne de l'UE-25 s'établissant à 36,9 %. Enfin, pour ce qui concerne les impôts moins les subventions sur la production et les importations, les parts varient de 15,7 % en Suède à 6,8 % à Chypre, la moyenne de l'UE-25 s'établissant à 12,3 %.



Les finances publiques

Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- l'excédent/le déficit et la dette des administrations;
- les recettes totales des administrations publiques;
- les impôts sur la production et les importations;
- les impôts courants sur le revenu et le patrimoine;
- les cotisations sociales;
- les dépenses totales des administrations publiques;
- les subventions;
- les prestations sociales (autres que les transferts sociaux en nature);
- les dépenses de consommation finale;
- la formation brute de capital fixe.



La mesure des finances publiques dans l'UE et la zone euro...

Les États membres de l'UE reconnaissent le besoin de finances publiques solides et durables. Ils doivent éviter de se trouver en situation de «déficit public excessif»: le déficit public prévu ou effectif ne doit pas dépasser 3 % du PIB. La dette publique ne doit pas représenter plus de 60 % de ce même PIB (à moins que le dépassement de la valeur de référence soit exceptionnel et temporaire ou que les rapports aient diminué de manière substantielle et constante). Les règles de discipline budgétaire ont été clarifiées et rendues plus strictes dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance (Amsterdam, 1997).

Les États membres de l'UE communiquent leur déficit et leur dette publics à la Commission

européenne le 1^{er} mars et le 1^{er} septembre de chaque année dans le cadre de la «procédure concernant les déficits excessifs». Eurostat collecte les données et veille à ce que les États membres se conforment aux règlements concernés.

... n'est pas seulement une question d'excédent ou de déficit

Les statistiques sur les finances publiques donnent bien plus d'informations sur le secteur des administrations publiques. Des

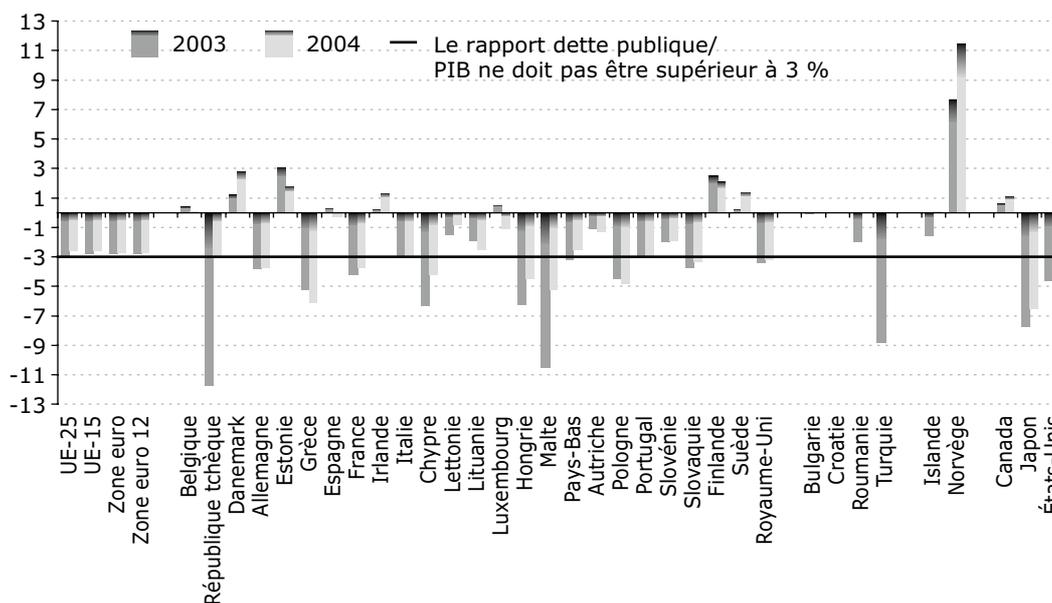
exemples sont fournis dans l'encadré «Données d'Eurostat» au début de cette section.

Les principaux agrégats des administrations publiques sont fournis par les États membres à Eurostat deux fois par an, à la fin de mars et à la fin d'août, conformément au programme de transmission du SEC 95. Pour une description détaillée des termes, veuillez vous référer au glossaire.

Entre 2003 et 2004, le déficit public de l'UE-25, mesuré en termes de PIB, a diminué de 2,9 à 2,6 %. Dans la zone euro, il a légèrement diminué de 2,8 % du PIB en 2003 à 2,7 % en 2004. La France et l'Allemagne ont continué d'afficher un déficit supérieur à 3 % en 2004 (3,7 % du PIB dans les deux cas), tandis que la Grèce a enregistré le déficit le plus élevé dans l'UE (6,1 % du PIB).

Solde public

Besoin/capacité de financement net(te) du secteur consolidé des administrations publiques en % du PIB

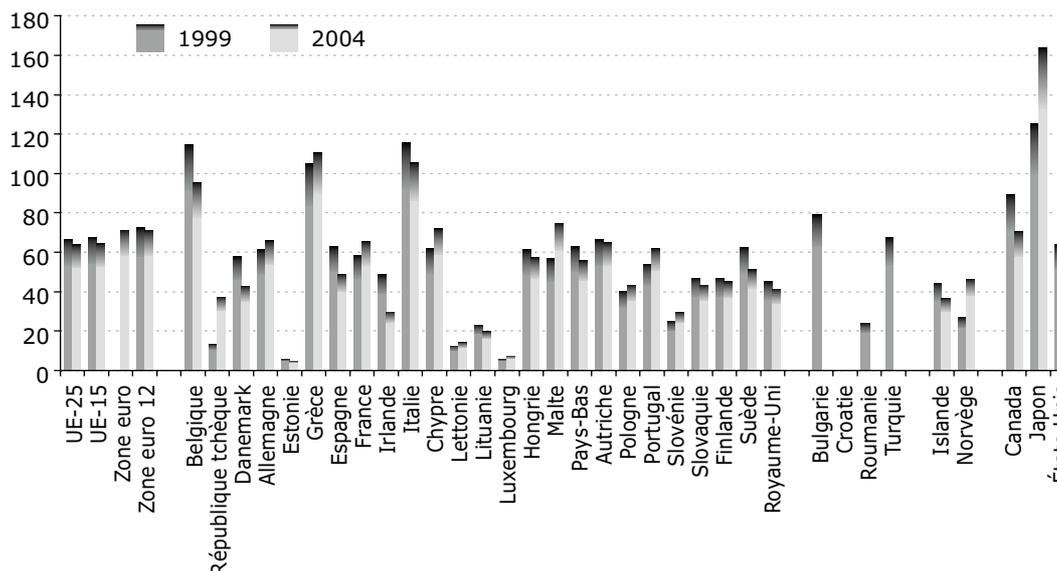


Bulgarie: -0,1 (2003); Islande: 0,1 (2004).

Le besoin (-) ou la capacité (+) de financement des administrations publiques est la différence entre les recettes et les dépenses des administrations publiques. Le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le PIB aux prix courants du marché.

Dettes publiques

Dettes brutes consolidées des administrations publiques en % du PIB



Sources: Eurostat, OCDE.

Pour 2004, les données de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Turquie ne sont pas disponibles.

Pour la Suède, le Danemark, l'Autriche, l'UE-25, l'UE-15 et la zone euro (1999), les données ont été révisées.

Le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le PIB aux prix courants du marché. La dette est évaluée en valeur nominale (faciale) et la dette en monnaie étrangère est convertie en monnaie nationale en utilisant les taux de change commerciaux en fin d'année (bien que des règles spéciales s'appliquent aux contrats). Les données nationales pour le secteur des administrations publiques sont consolidées entre les sous-secteurs. Les données de base sont en monnaie nationale; pour les agrégats de l'UE, les monnaies nationales sont converties en euros en utilisant les taux de change de l'euro en fin d'année fournis par la Banque centrale européenne.

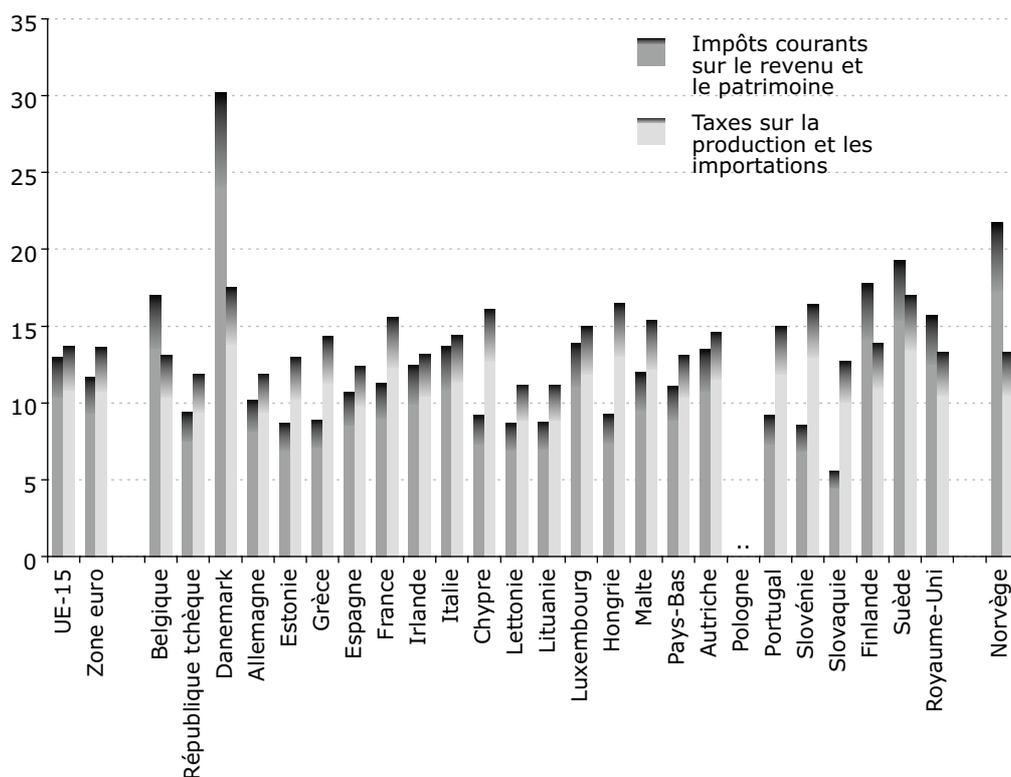


La dette brute des administrations publiques a atteint 63,8 % du PIB en 2004, contre 63,3 % en 2003. Dans la zone euro, l'accroissement a été du même ordre, de 70,8 à 71,3 % du PIB. Les trois pays baltes et le Luxembourg ont continué

d'enregistrer les niveaux de dette les plus faibles (inférieurs à 20 % de leur PIB), tandis que les dettes de l'Italie et de la Grèce sont restées supérieures à 100 % de leur PIB.

Impôts courants sur le revenu et le patrimoine, etc., et sur la production et les importations

Taxes des administrations publiques en 2003, en % du PIB



Les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (SEC 95 code D.5), désignent tous les paiements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, perçus périodiquement par l'administration publique et par le reste du monde sur le revenu et le patrimoine des unités institutionnelles, ainsi que des impôts périodiques qui ne sont évalués ni sur les revenus ni sur le patrimoine. Dans le SEC 95, les impôts courants sur les revenus, le patrimoine, etc., sont divisés en impôts sur le revenu et autres impôts courants.

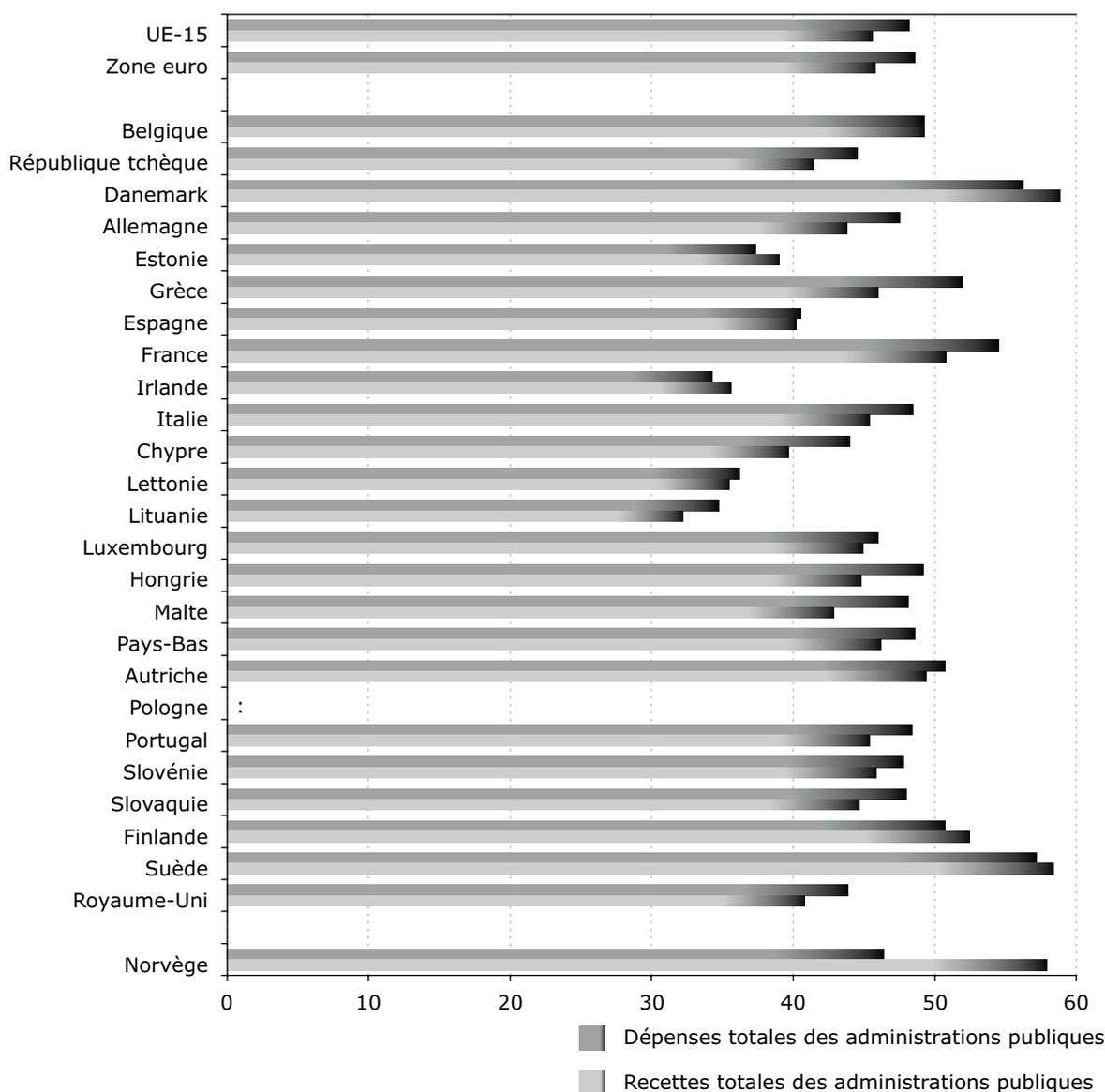
Les impôts sur la production et les importations (SEC 95 code D.2) comprennent tous les paiements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, perçus périodiquement par l'administration publique, ou par les institutions européennes, sur la production et l'importation de biens et services, l'emploi de main-d'œuvre, la propriété foncière ou l'exploitation foncière, les bâtiments ou autres biens utilisés dans la production. Dans le SEC 95, les impôts sur la production et les importations comprennent les impôts sur les produits et les autres impôts sur la production.

L'importance du secteur des administrations publiques dans l'économie peut être mesurée en termes de recettes et de dépenses totales des administrations publiques en pourcentage du PIB. Dans la zone euro, les recettes totales des

administrations publiques en 2004 s'élevaient à 45,8 % du PIB et les dépenses à 48,6 %. Dans l'UE-25, les chiffres équivalents (pour 2003) étaient, respectivement, de 45,6 et 48,5 %.

Recettes et dépenses totales des administrations publiques en 2003

En % du PIB



Les dépenses des administrations publiques sont définies dans le paragraphe 8.99 du SEC 95 comme suit: consommation intermédiaire, formation brute de capital, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, subventions à payer, revenus de la propriété, impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands, autres transferts courants, ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension, transferts de capital à payer et acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.

Les recettes totales des administrations publiques sont définies dans le SEC 95, paragraphe 8.99, en référence à une liste de catégories: la production marchande, la production à usage final personnel, les paiements pour l'autre production non marchande, les impôts sur la production et les importations, les autres subventions sur la production, les revenus de la propriété à percevoir, les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., les cotisations sociales, les autres transferts courants et les transferts en capital.

Les États membres ayant eu, en 2004, les niveaux les plus élevés de dépenses et de recettes de leurs administrations publiques en proportion de leur PIB sont le Danemark et la Suède, tandis que l'Irlande, la Lettonie et la Lituanie ont eu les niveaux les plus faibles. Les principaux types de

recettes sont les impôts sur le revenu et le patrimoine, les impôts sur la production et les importations et les cotisations sociales. L'importance de chaque forme de recettes varie considérablement d'un pays à l'autre.



Les prix à la consommation

Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- les indices des prix à la consommation harmonisés;
- la stabilité des prix;
- la convergence des prix;
- les indices des prix à la consommation européens — UE;
- les indices des prix à la consommation de l'union monétaire — zone euro;
- les critères de convergence du traité de Maastricht.

IPCH: une mesure comparable de l'inflation dans l'UE

Les indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH) constituent la meilleure base statistique pour comparer l'inflation dans l'UE. La méthodologie assure la comparabilité entre les États membres. Eurostat publie les IPCH mensuellement, environ seize à dix-huit jours après la fin du mois de référence. Les séries des IPCH commencent au milieu des années 90 et sont présentées avec une année de référence commune: 1996 = 100. Des IPCH sont également disponibles pour les nouveaux États membres.

Des notes méthodologiques peuvent être consultées sur le site internet d'Eurostat (<http://europa.eu.int/comm/eurostat> ou <http://forum.europa.eu.int/Public/irc/dsis/hiocp/library>).

Couverture des IPCH

Les IPCH sont censés couvrir toutes les formes de dépenses des ménages en biens et en services («dépenses de consommation finale des ménages»). La couverture des IPCH suit la classification internationale des fonctions de consommation individuelle des ménages



(Coicop), dans une version adaptée spécialement pour les IPCH.

Indices IPCH agrégés

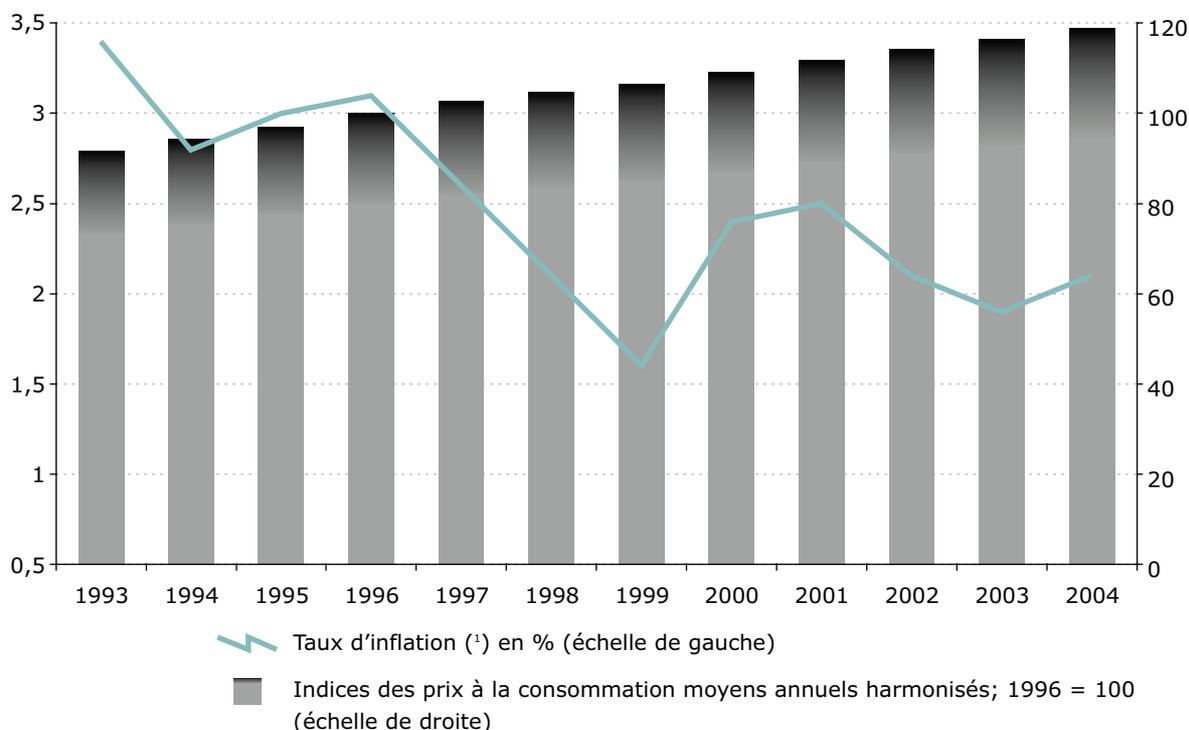
Il existe trois indices IPCH agrégés, à savoir l'indice des prix à la consommation de l'union monétaire (IPCUM) pour la zone euro, l'indice des prix à la consommation européen (IPCE) couvrant l'ensemble des États membres et l'indice des prix à la consommation de l'Espace économique européen (IPCEEE), qui couvre en outre l'Islande et la Norvège.

En raison de la méthodologie d'estimation des IPCH, le poids des pays peut changer chaque année: pour l'IPCUM, le poids d'un État membre est la part que représente la dépense de consommation finale des ménages dans le total de l'Union économique et monétaire (UEM); pour l'IPCE et l'IPCEEE, le poids d'un État membre est la part que représente la dépense de consommation finale des ménages, exprimée en euros, dans les totaux de l'UE et de l'EEE. Pour ces deux derniers indices, la dépense en monnaies nationales est convertie en utilisant les parités des pouvoirs d'achat. L'IPCH est calculé sous forme d'indice chaîne annuel. Depuis 1999, l'IPCUM est traité comme une entité à part de l'IPCE.

Stabilité des prix dans la zone euro

Depuis le lancement de l'euro, en janvier 1999, l'IPCUM est utilisé pour surveiller l'inflation dans l'Union économique et monétaire et pour évaluer la convergence de l'inflation. La stabilité des prix étant l'objectif principal du Système européen de banques centrales, l'IPCUM est utilisé par la Banque centrale européenne (BCE) comme indicateur principal de la gestion de la politique monétaire dans la zone euro. Selon la BCE, il y a stabilité des prix lorsque l'augmentation d'une année sur l'autre de l'IPCH pour la zone euro est proche mais inférieure à 2 % à moyen terme.

Indices des prix à la consommation dans l'UE-25



(¹) Taux de variation annuel moyen des indices des prix à la consommation harmonisés.

Les indices harmonisés des prix à la consommation (IPCH) ont été conçus pour permettre des comparaisons internationales de l'inflation des prix à la consommation. Ils sont notamment utilisés par la Banque centrale européenne pour étudier l'inflation de l'Union économique et monétaire ainsi que pour évaluer la convergence de l'inflation comme l'exige l'article 121 du traité CE.

Les efforts consentis par les États membres de l'UE pour contrôler leur inflation ont porté leurs fruits. L'inflation, mesurée par le taux de change moyen annuel de l'IPCH des États membres de

l'UE, a diminué au cours des années 90 pour atteindre 1,7 % en 1999. Elle a recommencé à augmenter en 2000 avant de se stabiliser à environ 2 % entre 2003 et le début de 2005.



Les parités de pouvoir d'achat

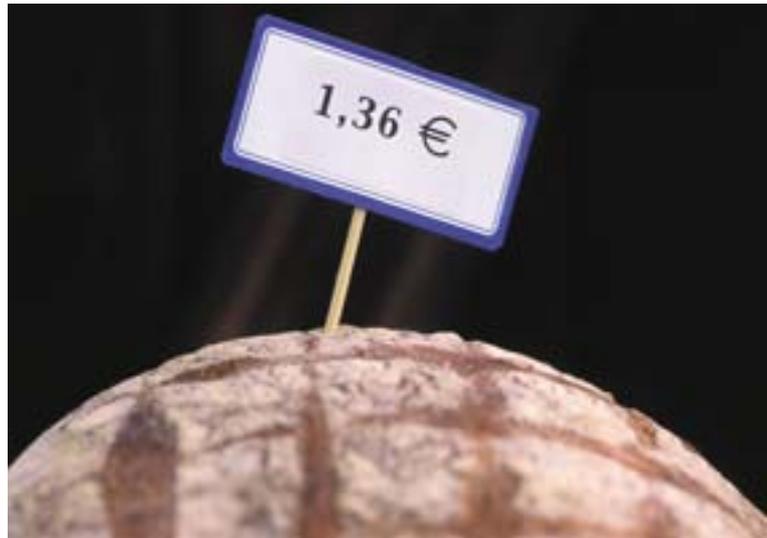
Les parités de pouvoir d'achat (PPA) évaluent les différences de niveau de prix entre pays. Elles permettent de produire des indicateurs valables de niveau de volume ou de prix nécessaires pour effectuer des comparaisons entre pays. Les PPA sont des rapports de prix agrégés calculés à partir de comparaisons détaillées de prix d'un grand nombre de produits.

Les PPA sont utilisées:

- comme **convertisseurs de monnaies** pour générer des mesures de volume par rapport auxquelles on peut comparer les niveaux de performance économique, de bien-être économique, d'investissement, de consommation, de productivité globale et de dépenses publiques sélectionnées;
- comme **mesures des prix** par rapport auxquelles on peut comparer les niveaux de prix, la convergence des prix et la compétitivité.

Eurostat produit trois séries de données utilisant les PPA:

- **Niveaux et indices de dépenses finales réelles:** ce sont des mesures de volume qui indiquent l'importance relative des groupes ou agrégats de produits comparés. Au niveau du PIB, ils sont utilisés pour comparer la taille économique des pays.
- **Niveaux et indices de dépenses finales réelles par habitant:** ce sont des mesures de volume standardisées qui indiquent l'importance relative des groupes ou agrégats de produits comparés après ajustement des différences de nombre d'habitants entre pays. Au

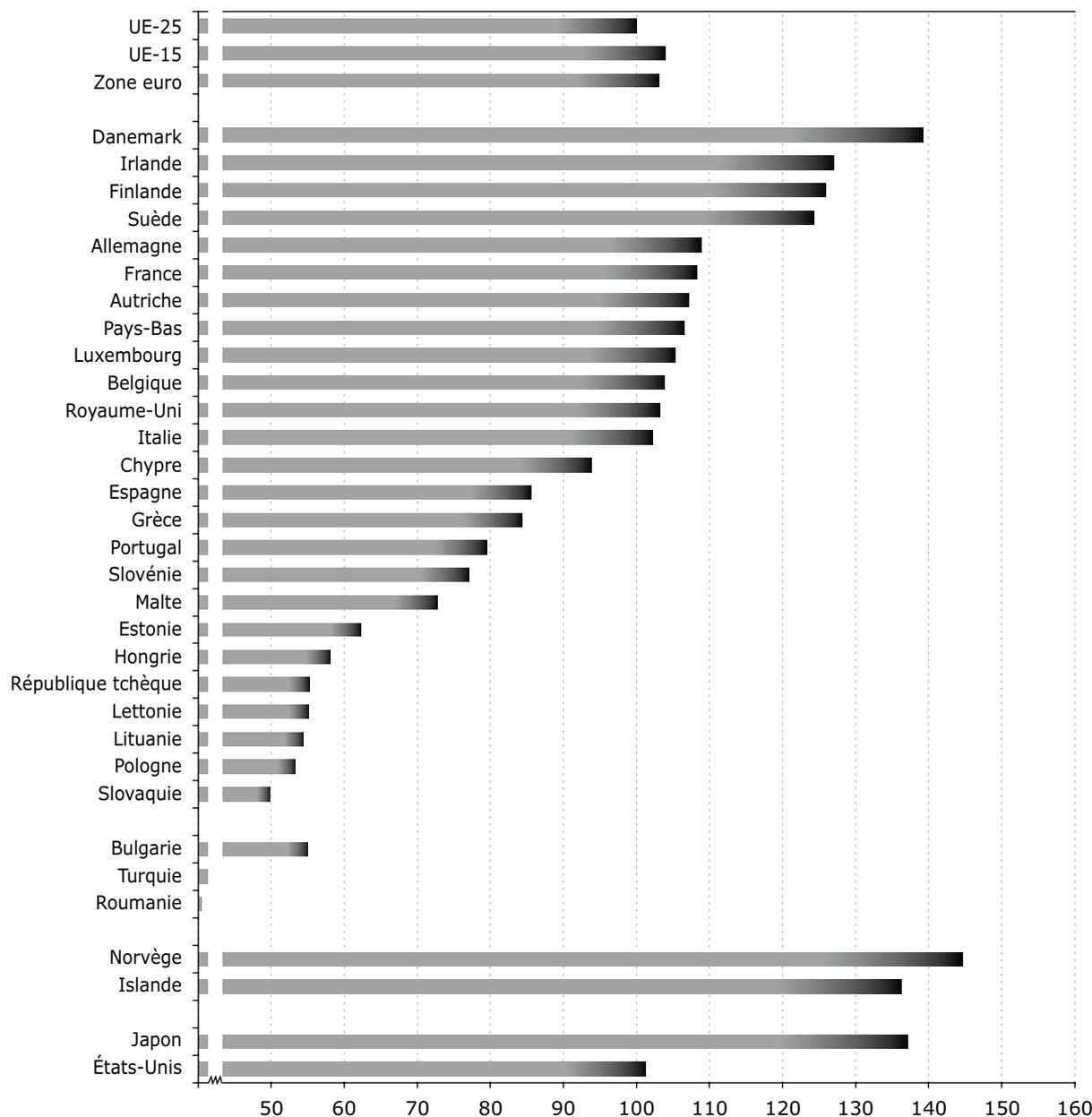


niveau du PIB, ils sont souvent utilisés pour comparer le bien-être économique des populations.

- **Niveaux de prix comparatifs:** ce sont les ratios PPA/taux de change. En exprimant les PPA dans une monnaie commune, ils fournissent une mesure des différences de niveaux de prix entre pays en indiquant, pour un groupe de produits donné, le nombre d'unités de monnaie commune nécessaires pour acheter le même volume du groupe de produits dans chaque pays. Au niveau du PIB, ils fournissent une mesure des différences de niveaux de prix généraux entre pays. En outre, les niveaux de prix comparatifs permettent, avec certaines restrictions, d'observer l'évolution des niveaux de prix au fil du temps. Le coefficient de variation des niveaux de prix comparatifs sert d'indicateur de dispersion des prix entre les États membres de l'UE.

Niveaux des prix comparés en 2003

Niveaux des prix comparés de la consommation finale des ménages, y compris les taxes indirectes (UE-25 = 100)



Valeurs provisoires. Bulgarie: 42,1; Roumanie: 40,5.

Les niveaux des prix comparés sont le ratio entre les parités de pouvoir d'achat (PPA) et les taux de change du marché pour chaque pays. Les PPA sont des taux de conversion monétaires qui convertissent des indicateurs économiques exprimés en monnaie nationale en une monnaie commune appelée «standard de pouvoir d'achat» (SPA), qui égalise le pouvoir d'achat des différentes monnaies nationales et permet donc d'effectuer des comparaisons significatives. Le ratio est exprimé par rapport à la moyenne de l'UE (UE-25 = 100). Si l'indice des niveaux des prix comparés d'un pays est supérieur (inférieur) à 100, le pays concerné est relativement cher (bon marché) par rapport à la moyenne de l'UE.

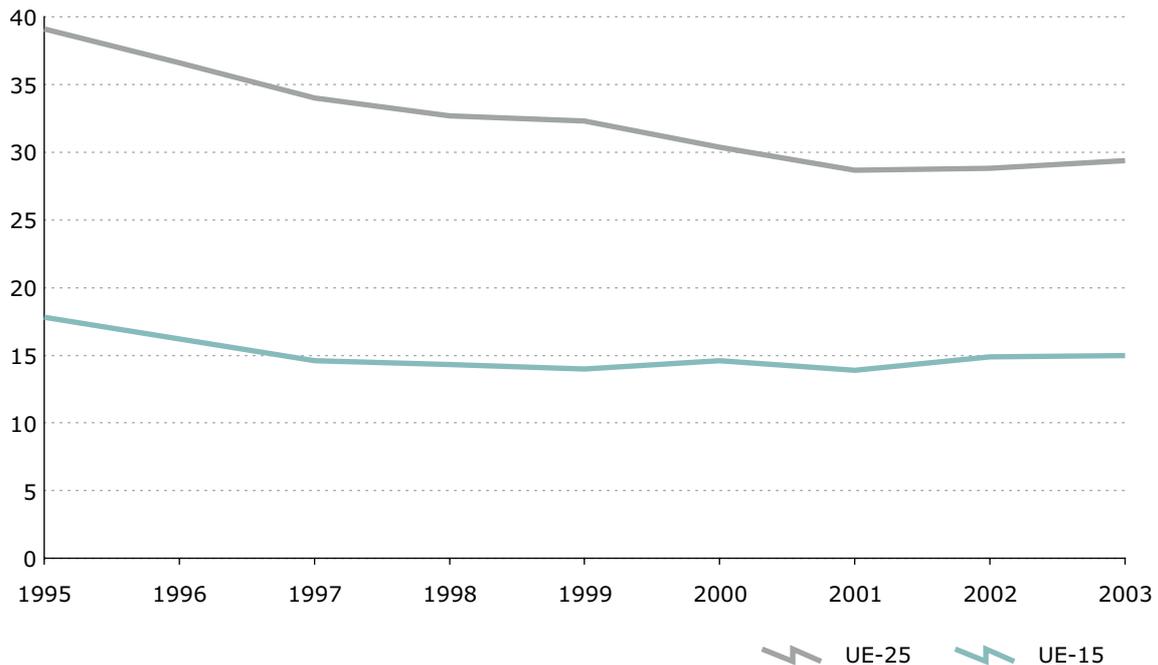
Les niveaux de prix dont les ménages privés doivent tenir compte pour leur consommation varient sensiblement d'un État membre à l'autre de l'Union. La moyenne pour l'UE-25 étant définie comme ayant la valeur 100, les niveaux de prix

comparatifs s'échelonnent, pour les vingt-cinq pays formant l'actuelle UE, de 139,8 au Danemark à 49,8 en Slovaquie. La valeur correspondante pour le Japon était de 137,1 et pour les États-Unis de 101,3.



Convergence des prix entre les États membres de l'UE

Coefficient de variation (en %) des niveaux des prix comparés de la consommation finale des ménages, y compris les taxes indirectes



2003: valeurs provisoires; 1995-1998 pour l'UE-25: valeurs estimées.

Les niveaux des prix comparés sont le ratio entre les PPA et les taux de change du marché pour chaque pays. Les PPA sont des taux de conversion monétaires qui convertissent des indicateurs économiques exprimés en monnaie nationale en une monnaie commune appelée «standard de pouvoir d'achat» (SPA), qui égalise le pouvoir d'achat des différentes monnaies nationales et permet donc d'effectuer des comparaisons significatives. Si le coefficient de variation des niveaux de prix comparés pour l'UE diminue (augmente) dans le temps, les niveaux des prix nationaux dans les États membres convergent (divergent).

Étant donné ces différences, il convient toutefois de souligner que les niveaux de prix ont convergé dans l'UE-15 au début des années 90. Depuis 1997, il y a une certaine stagnation dans le processus, au moins pour l'UE-15. La convergence des niveaux de prix entre les quinze «anciens»

États membres est aujourd'hui beaucoup plus forte (15 en 2003) que dans l'ensemble de l'UE-25, qui inclut les «anciens» et les «nouveaux» États membres (29,4 en 2003). (NB: Plus la valeur est basse, plus la convergence des niveaux de prix est forte.)



Les salaires et le coût de la main-d'œuvre

Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- les coûts salariaux;
- les salaires minimaux;
- les salaires bruts;
- les salaires nets dans l'industrie manufacturière;
- les taux d'imposition dans l'industrie manufacturière.



3

Les salaires et les coûts salariaux

Les informations sur le coût de la main-d'œuvre sont particulièrement importantes pour les organisations patronales, les syndicats, les partis politiques et tous les autres utilisateurs s'intéressant au niveau et à la structure du coût de la main-d'œuvre.

L'expression «coûts salariaux» désigne les dépenses nécessairement engagées par l'employeur pour employer son personnel et couvre les traitements et salaires, les cotisations sociales à la charge de l'employeur, les coûts de formation professionnelle, les autres dépenses et les

impôts moins les subventions en rapport avec les coûts salariaux.

Les salaires bruts constituent la part la plus importante des coûts salariaux. Ils couvrent la rémunération en numéraire directement versée par l'employeur, avant les déductions d'impôts et les cotisations de sécurité sociale à la charge des salariés et retenues par l'employeur.

Les salaires nets sont dérivés des salaires bruts et représentent la part de la rémunération que les salariés peuvent effectivement dépenser. Par rapport aux salaires bruts, les salaires nets ne comprennent pas les cotisations de sécurité sociale et les impôts, mais incluent les allocations familiales.

Bas salaires: poids de la fiscalité et piège du chômage

En ce qui concerne les bas salaires, un ensemble d'indicateurs a été élaboré pour décrire le poids relatif de la fiscalité sur un salarié à faible rémunération (le «coin fiscal sur les coûts salariaux») et mesurer le pourcentage de la rémunération brute qui est «perdu» après le passage d'une période de chômage vers un nouvel emploi («trappe à chômage») ou lorsque l'effort de travail est accru («trappe à bas salaires»).

Salaires annuels bruts moyens dans l'industrie et les services

Salariés à temps plein — Entreprises comptant 10 salariés ou plus; en ECU/EUR

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
UE-25	:	:	:	:	:	:	28 614,57	29 540,08	:
UE-15	:	:	:	28 742,31	29 962,19	30 958,58	31 911,53	32 913,61	:
Zone euro	:	:	27 610,63	28 305,42	28 984,96	28 739,34	29 628,08	30 531,52	:
Belgique	28 945	29 131	28 901	29 616	30 701	31 644	33 109	34 330	:
République tchèque	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Danemark	:	36 375,95	36 235,05	37 208,67	39 514,65	40 962,22	41 661,17	43 577,17	44 692,02
Allemagne	34 584	35 254	35 093	36 033	36 862	37 253	38 204	39 440	40 375
Estonie	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Grèce	11 291,10	11 916,90	12 604,80	13 209,50	13 925,70	14 721	15 431,30	16 278,44	16 738,53
Espagne	:	16 043	16 192	16 528	17 038	17 432	17 873,58	18 462,30	19 219,96
France	23 952	24 292	24 798	25 519	25 947	26 521	27 319	28 068 (e)	:
Irlande	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Italie	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Chypre	:	12 980,15	14 020,95	14 708,58	15 161,10	16 334,92	16 947,62	17 740,28	:
Lettonie	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Lituanie	1 385,31	1 597,17	2 285,63	2 799,06	3 016,85	:	:	:	:
Luxembourg	:	:	32 600	33 337	34 462	35 875	37 745	38 442	39 587
Hongrie	3 062,32	3 157,77	3 543,11	3 685,93	3 770,39	4 172,46	4 898,07	5 870,66	:
Malte	8 746,70	9 287,23	10 114,40	10 713,06	11 581,29	12 552,64	13 319,87	13 459,92	:
Pays-Bas	27 966	28 140	28 061	29 189	30 426	31 901	33 900	35 200	:
Autriche	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Pologne	:	3 076,02	:	4 155,51	5 309,70	:	7 509,45	7 172,43	6 434,2
Portugal	:	:	:	:	:	12 619,57	13 338	13 450 (e)	:
Slovénie	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Slovaquie	:	:	3 178,91	3 291,77	3 124,98	3 583,14	3 836,83	4 582,29	:
Finlande	23 584	23 883	24 005	24 944	25 739	27 398,32	28 554,78	29 844	:
Suède	:	:	:	:	:	31 620,84	30 467,06	31 163,94	32 177,40
Royaume-Uni	:	:	:	29 370,20	32 269,43	37 676,50	39 233,03	40 553,02	:
Bulgarie	:	:	895,74	1 216,10	1 330,17	1 436,12	1 518,30	1 587,82	:
Islande	:	:	:	:	32 311,08	37 638,46	34 100,72	36 764,15	:
Norvège	:	:	:	:	:	38 603,75	43 736,34	:	:

Le revenu brut désigne la rémunération (traitements et salaires) en espèces versée directement au salarié, avant déduction des impôts sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale à la charge des salariés. Les données concernent les salariés à temps plein travaillant dans le secteur des «industries et services».



Coût horaire moyen de la main-d'œuvre dans l'industrie et les services

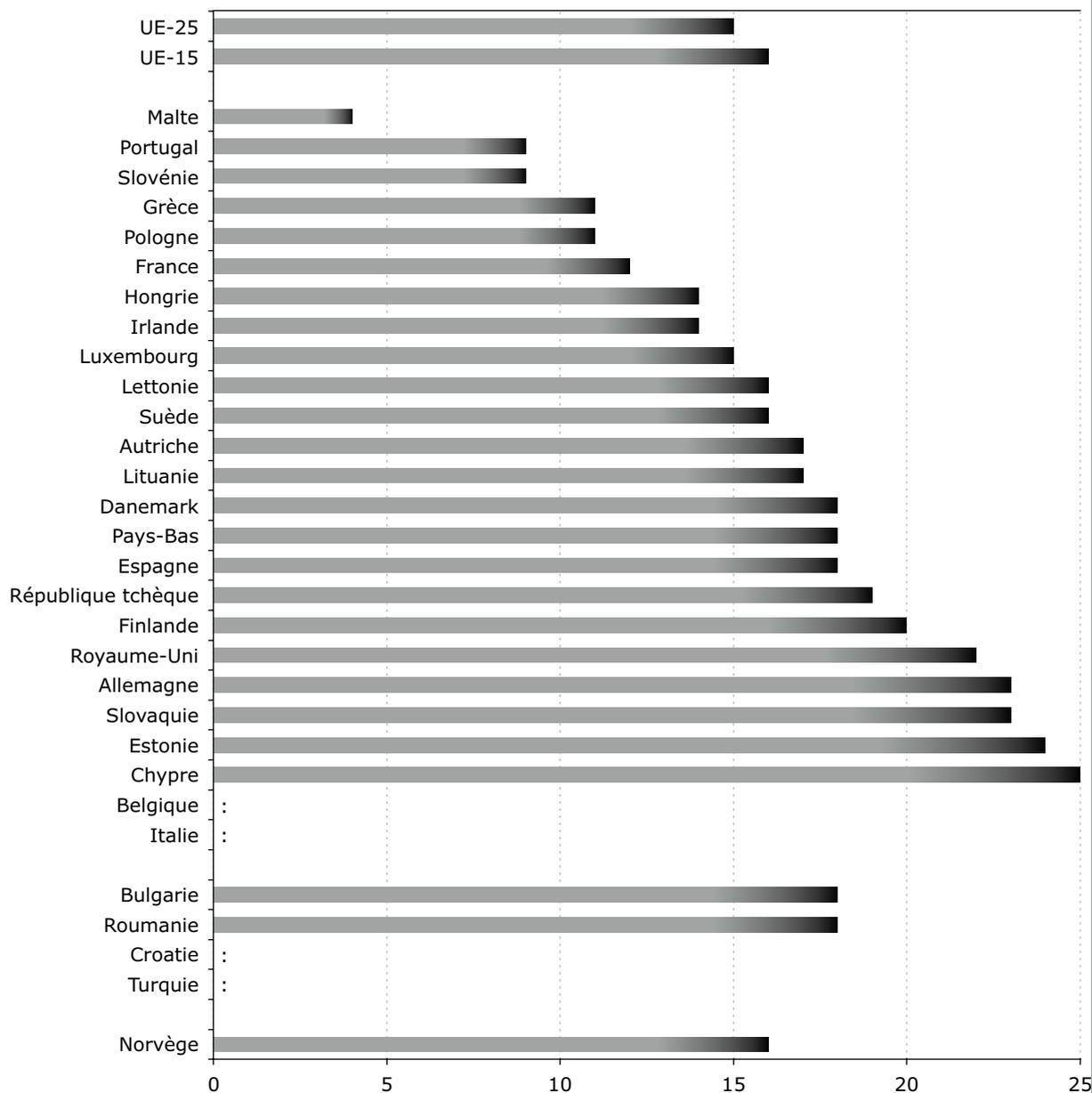
Parmi les employés à temps plein dans les entreprises de 10 employés ou plus; en EUR

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
UE-25	16,03	16,71	17,24	18,05	19,48	19,75	20,67	22,62
UE-15	19,14	19,95	20,51	21,34	22,73	22,59	23,51	24,34
Zone euro	20,44	20,37	20,65	21,18	22,13	21,83	22,81	23,91
Belgique	:	:	:	:	26,61	:	29,17	:
République tchèque	2,8	2,97	3,23	3,41	3,86	4,64	5,39	:
Danemark	:	23,4	24,63	25,92	26,53	28,54	29,06	30,3
Allemagne	24,26	24	24,3	24,82	25,68	26,41	27,25	27,93
Estonie	1,85	2,13	2,42	2,6	2,85	3,22	3,67	4,01
Grèce	9,26	9,77	9,77	10,6	10,98	11,62	12,46	13,37
Espagne	14,43	14,19	14,13	14,22	14,22	13,07 (b)	13,63	14,21 (p)
France	22,3	22,8	23,3	24	25	26	26,9	27,7
Italie	:	:	:	:	:	19,27	19,99	:
Chypre	7,25	7,83	8,19	8,41	9,1	9,43	9,91	10,68
Lettonie	:	1,59	1,71	1,85	2,22	2,29	2,39	2,37
Lituanie	1,32	1,68	1,95	2,16	2,63 (b)	2,76	2,9	3,1
Luxembourg	21,38	21,26	21,56	22,52	24,48	25,39	26,21	27,02
Hongrie	2,86	3,15	3,02	3,14	3,63	4,04	4,91	5,1
Malte	:	:	:	:	:	:	7,59	7,77 (b)
Pays-Bas	20,39	19,71 (b)	20,79	21,78	22,99	24,42	25,64	26,75
Autriche	:	:	:	:	22,87	:	:	:
Pologne	2,95	3,38	3,73	4,05	4,48	5,3	5,27	:
Portugal	7,18	7,4	7,6	7,99	8,35	8,54	8,98	9,21
Slovénie	7,35	7,9	8,51	8,94	8,98	9,58	9,7	10,54
Slovaquie	2,16	2,61	2,91	2,76	3,07	3,26	3,59	4,02
Finlande	20,25	20,3	20,4	21,37	22,1	23,3	24,32	25,31
Suède	23,12	23,79	23,99	25,43	28,56	27,41	28,73	30,43
Royaume-Uni	14,22	17,69	19,16	20,84	23,71	24,51	25,24	:
Bulgarie	:	:	:	:	1,23	1,29	1,32	1,39
Roumanie	:	:	:	:	1,41	1,55	1,67	:
Islande	:	:	:	:	:	:	21,95	23,76

Les coûts horaires de la main-d'œuvre correspondent aux coûts annuels de la main-d'œuvre divisés par le nombre d'heures travaillées durant l'année.

Écart des rémunérations entre hommes et femmes en 2003

Non corrigé; en %



Sources: données administratives pour le Luxembourg; enquête sur les forces de travail pour Malte; Statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) pour la Grèce, l'Irlande et l'Autriche; toutes les autres sources sont des enquêtes nationales.

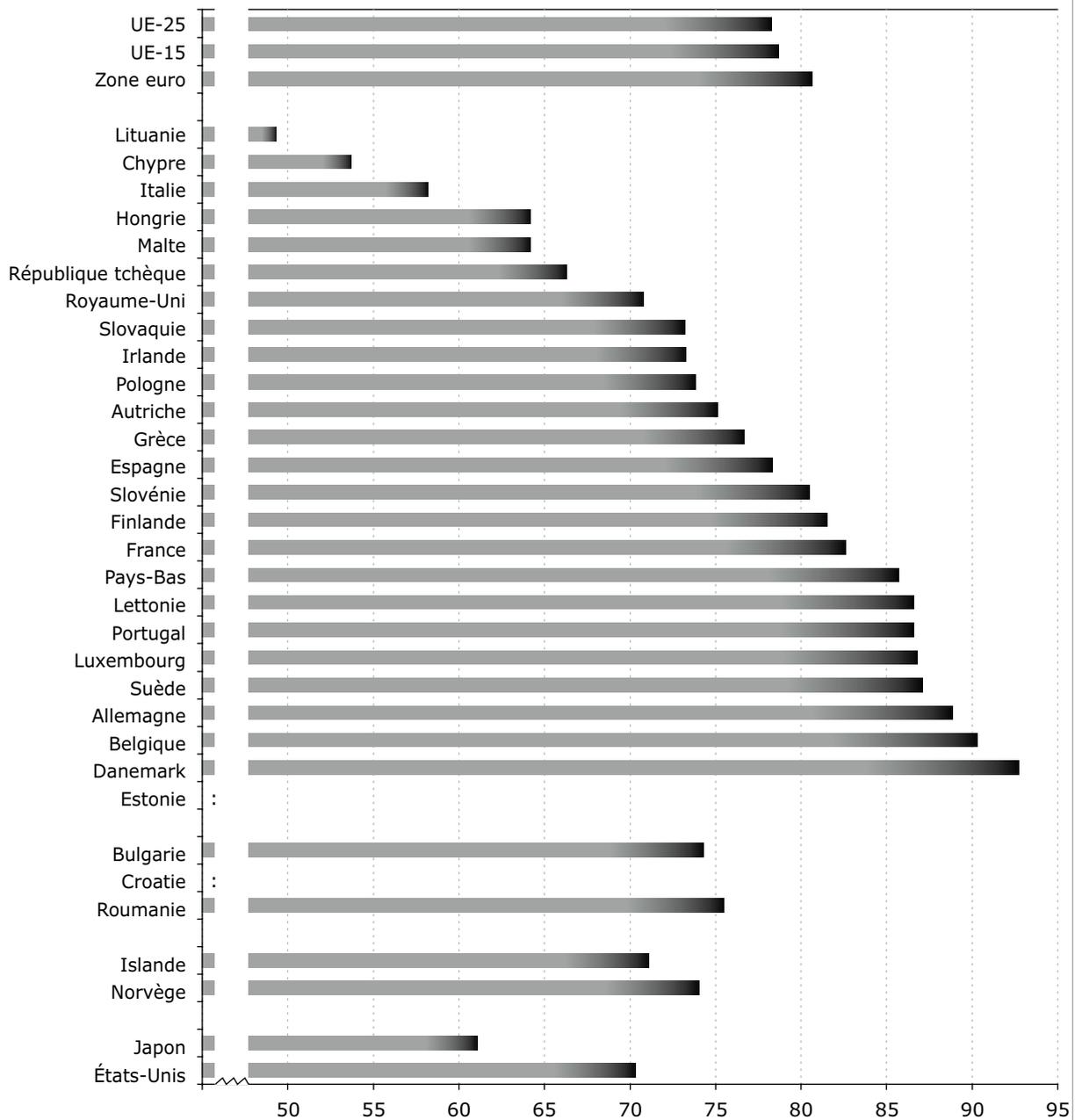
UE-25, UE-15: valeurs estimées; Slovénie, Finlande: 2002; en 2001, l'écart des rémunérations entre hommes et femmes était de 12 % en Belgique et 6 % en Italie.

L'écart de rémunération entre hommes et femmes est donné comme l'écart de la rémunération horaire brute moyenne entre hommes salariés et femmes salariées en pourcentage de la rémunération horaire brute moyenne des hommes salariés. La population comprend tous les salariés âgés de 16 à 64 ans qui travaillent au minimum quinze heures par semaine.



Taux de prélèvement sur les bas salaires: piège du chômage en 2003

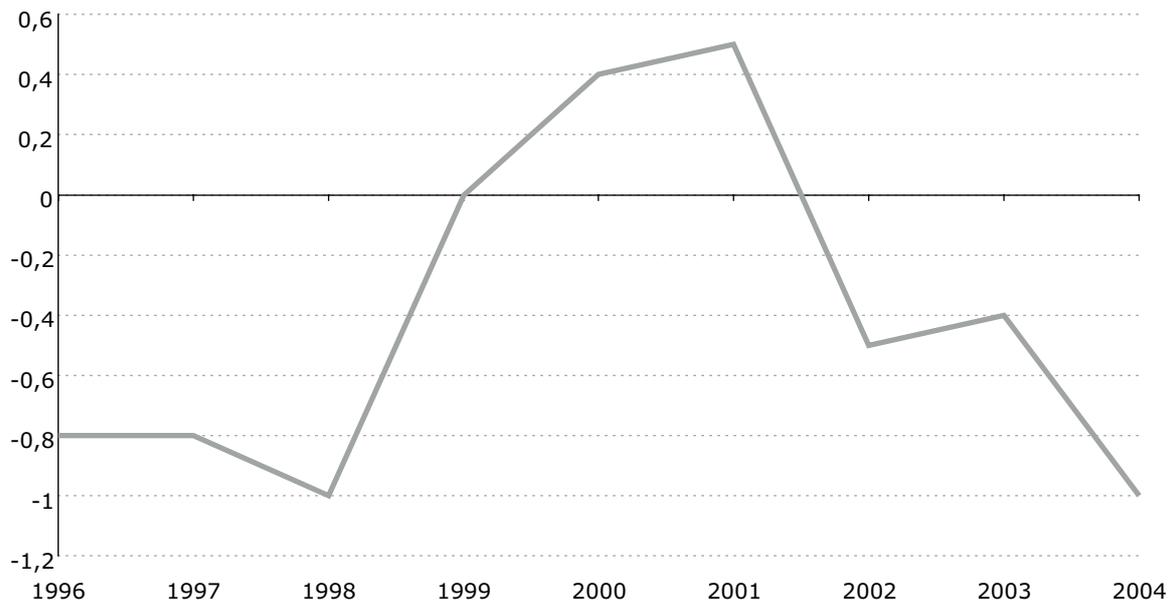
En %



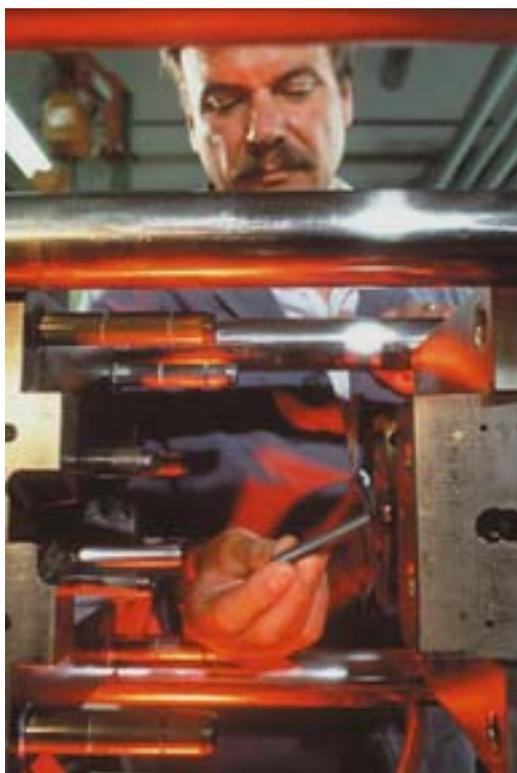
Le piège du chômage mesure quel pourcentage de la rémunération brute (lors du passage d'une période de chômage vers un nouvel emploi), est «absorbé» par suite des effets combinés de l'accroissement des taux d'imposition et de cotisation sociale et de la perte des allocations. Cet indicateur couvre les personnes célibataires sans enfants qui gagnent, lorsqu'elles travaillent, 67 % du salaire moyen d'un ouvrier occupé à plein temps dans l'industrie manufacturière.

Croissance du coût unitaire de la main-d'œuvre dans l'UE-25

Taux de croissance du ratio: rémunération par salarié aux prix courants divisée par le PIB (aux prix courants) par emploi total



Cet indicateur dérivé compare la rémunération par employé et la productivité (PIB par emploi) pour montrer comment la rémunération des employés est liée à la productivité de leur main-d'œuvre. C'est le rapport entre combien chaque «travailleur» est payé et la valeur qu'il produit par son travail. Son taux de croissance est destiné à donner une impression des dynamiques de la participation du facteur «travail» dans la création de valeur ajoutée. Il est à noter que les variables utilisées au niveau du numérateur (rémunération, employés) se réfèrent à la main-d'œuvre employée uniquement, alors que celles utilisées au niveau du dénominateur (PIB, emploi) se réfèrent à toute la main-d'œuvre, travailleurs indépendants inclus.





Le compte courant

Données d'Eurostat

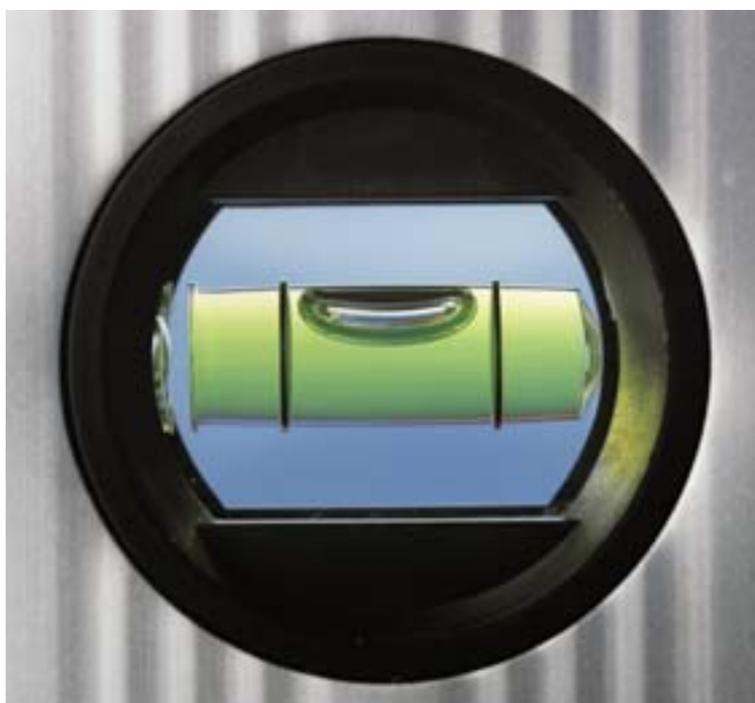
Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- les transactions internationales de marchandises;
- les transactions internationales de services;
- les transactions internationales génératrices de revenu;
- les transferts courants;
- le compte de capital et le compte financier.

Estimer la position économique d'un pays dans le monde

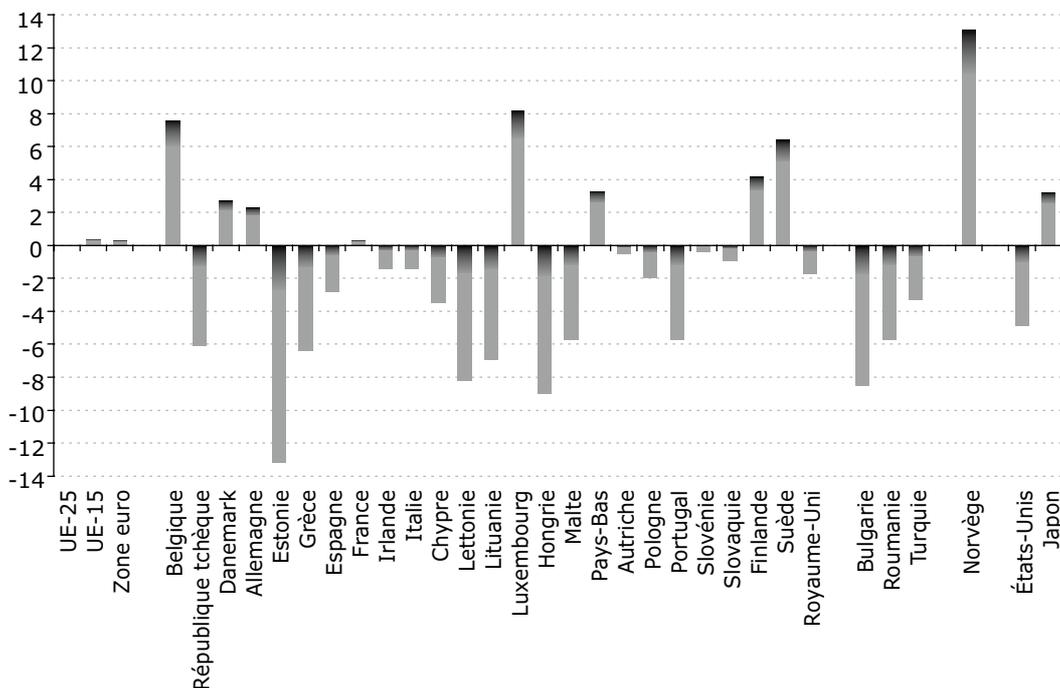
Le compte courant couvre toutes les transactions (autres que celles déclarées dans le compte financier) réalisées entre entités résidentes et non résidentes. Quatre principaux types de transactions sont identifiés séparément dans le cadre du compte courant:

- Le **compte de marchandises** couvre les fournitures de tout genre, les biens de transformation, les réparations de biens, les biens délivrés dans les ports par les transporteurs et l'or non monétaire. Les exportations et les importations de marchandises sont enregistrées sur une base fob/fob, c'est-à-dire à la valeur du marché aux frontières douanières des économies exportatrices, y compris les frais d'assurance et de transport jusqu'à la frontière du pays exportateur.
- Le **compte de services** couvre les postes suivants: services de transport fournis par des résidents de l'UE à des non-résidents de l'UE ou vice versa, impliquant le transport de passagers, le mouvement de marchandises, la location de moyens de transport avec équipage et services auxiliaires et de soutien connexes, les voyages, lesquels incluent principalement les biens et les services que les voyageurs de l'UE achètent à des non-résidents de l'UE ou vice versa, et les autres services, qui comprennent les transactions portant sur des services tels que les services de communication, les assurances, les services financiers, etc.
- Le **compte de produits** couvre deux types de transactions: les salaires payés à des travailleurs non résidents ou reçus d'employeurs non résidents; les revenus d'investissement accumulés échus au titre d'actifs et de passifs financiers extérieurs.
- Le **compte de transferts courants** inclut les transferts courants de l'État, par exemple les transferts relatifs à la coopération internationale entre États, les paiements des impôts courants sur les revenus et la fortune, etc., et les autres transferts courants, par exemple les transferts des travailleurs en faveur de la famille vivant à l'étranger, les primes d'assurance — moins les frais de gestion — et les créances sur les compagnies d'assurances de dommages.



Balance du compte courant en 2003

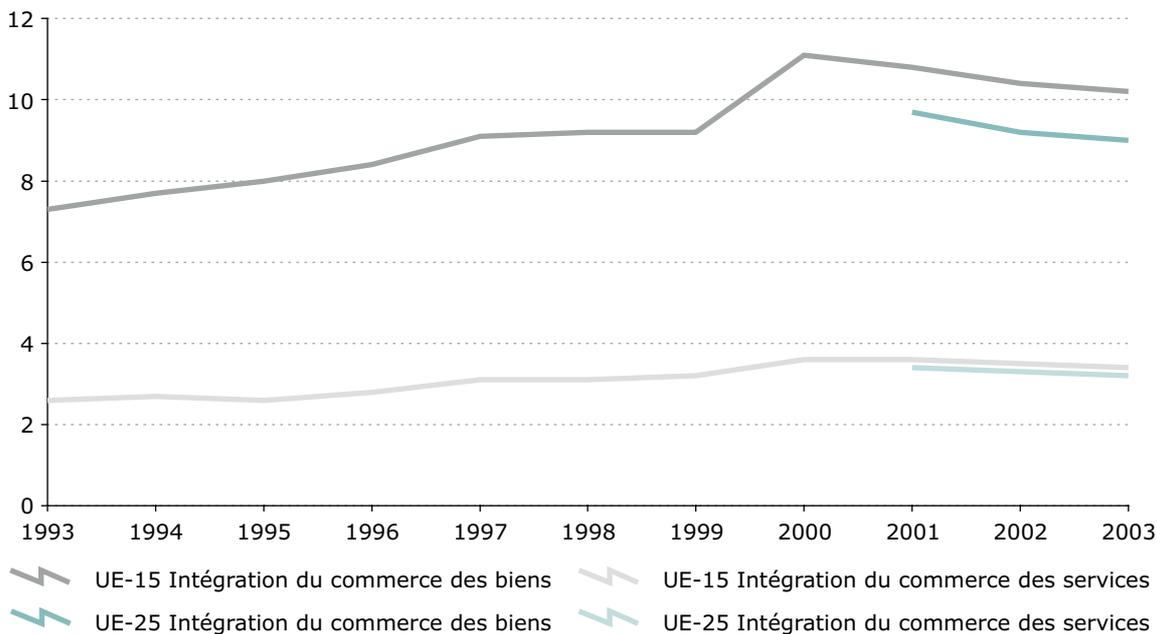
En % du PIB



La balance des paiements comporte la balance des transactions courantes et la balance des investissements et autres opérations en capital. La balance des transactions courantes se subdivise elle-même en biens, services, revenus et transferts courants; elle enregistre la valeur des exportations (crédits) et des importations (débits). La différence entre ces deux valeurs est le «solde» des transactions courantes de chaque État membre avec tous les autres pays, et des transactions de l'UE avec les pays extracommunautaires.

Intégration du commerce des biens et services de l'UE

Valeur moyenne des importations et des exportations divisée par le PIB, multipliée par 100

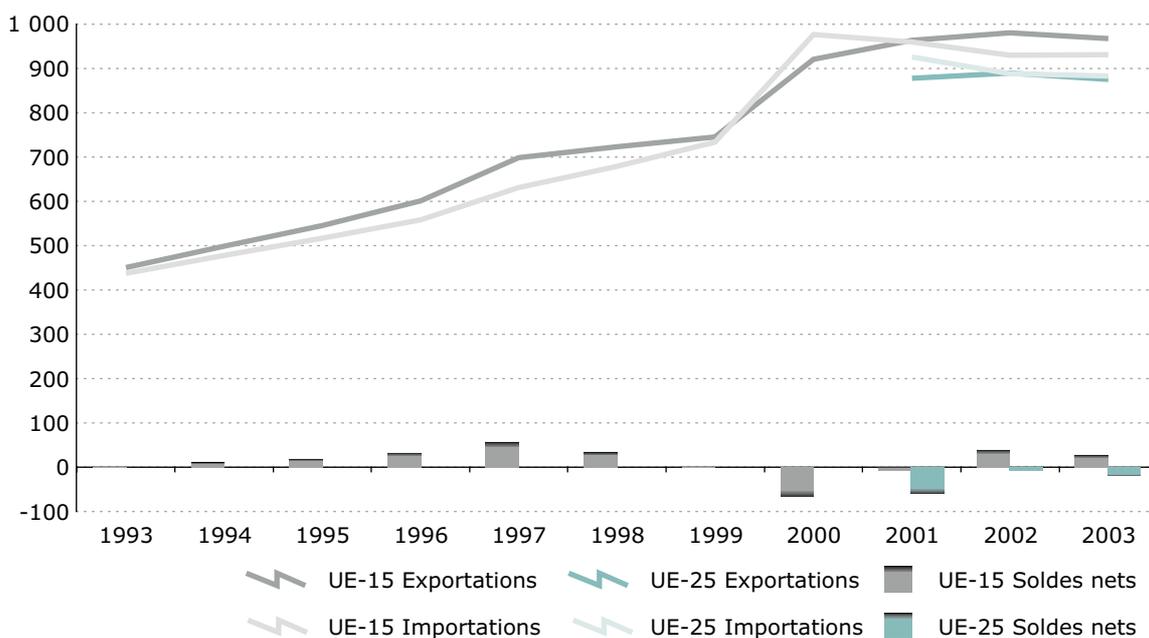


Un indice en augmentation indique que l'UE devient davantage intégrée au sein de l'économie internationale.



Opérations en compte courant concernant les biens dans l'UE

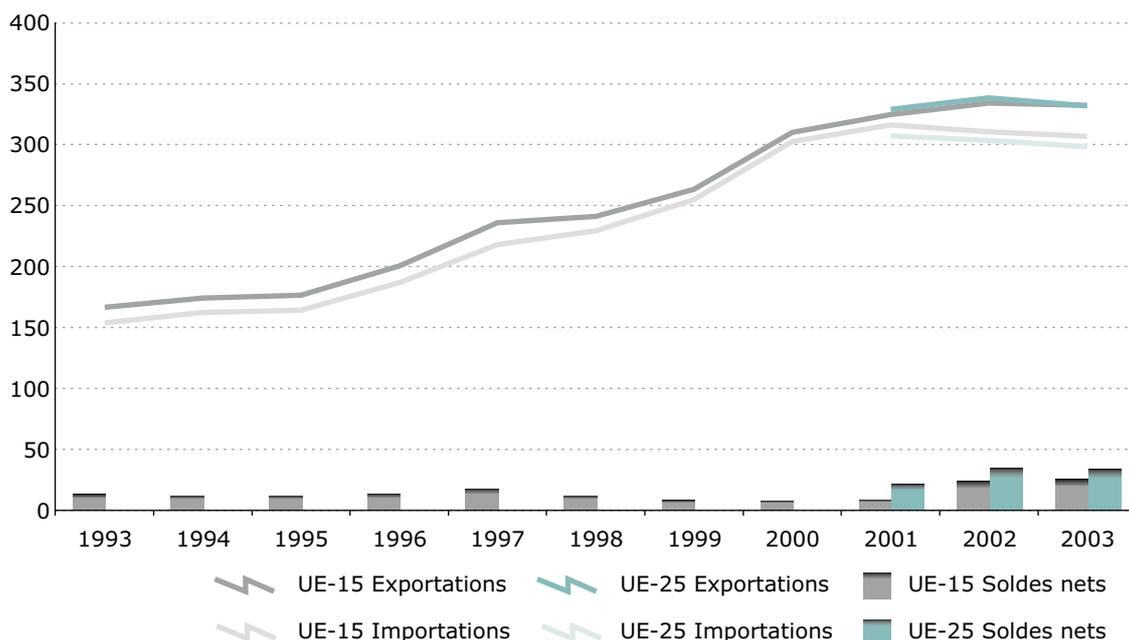
En Mrd. ECU/EUR



La balance des paiements est un compte qui enregistre les transactions internationales d'un pays avec le reste du monde. Elle comporte deux grandes subdivisions: le compte des transactions courantes et le compte de capital et d'opérations financières. Le compte des transactions courantes comporte lui-même quatre composantes: biens, services, revenus, transferts courants. Pour chacun de ces éléments, le compte des transactions courantes enregistre la valeur des exportations (crédits) et des importations (débits). La différence entre ces deux valeurs est le «solde».

Opérations en compte courant concernant les services dans l'UE

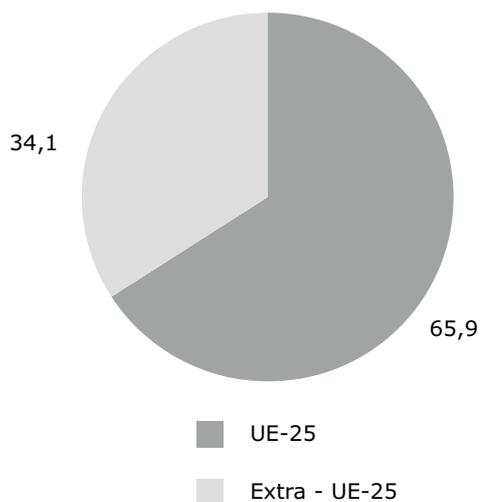
En Mrd. ECU/EUR



La balance des paiements enregistre toutes les opérations internationales d'un pays donné avec le reste du monde. Elle comporte la balance des transactions courantes et la balance des investissements et autres opérations en capital. La balance des transactions courantes se subdivise elle-même en biens, services, revenus et transferts courants; elle enregistre la valeur des exportations (crédits) et des importations (débits). La différence entre ces deux valeurs est le «solde».

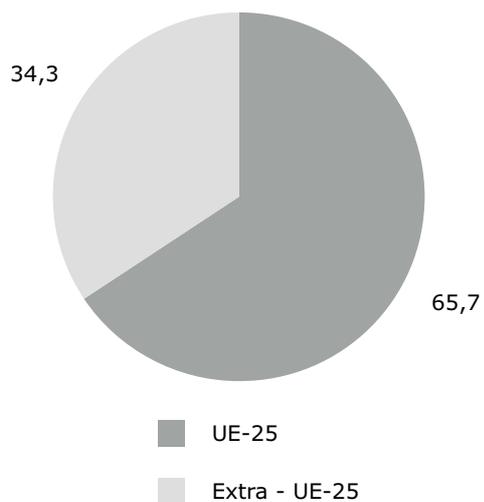
La balance des transactions courantes – Crédits en 2003

Part des crédits totaux de l'UE en %



La balance des transactions courantes – Débits en 2003

Part des débits totaux de l'UE en %



La balance des paiements enregistre toutes les opérations internationales d'un pays donné avec le reste du monde. Elle comporte la balance des transactions courantes et la balance des investissements et autres opérations en capital. La balance des transactions courantes se subdivise elle-même en biens, services, revenus et transferts courants; elle enregistre la valeur des exportations (crédits) et des importations (débits).

La balance des paiements enregistre toutes les opérations internationales d'un pays donné avec le reste du monde. Elle comporte la balance des transactions courantes et la balance des investissements et autres opérations en capital. La balance des transactions courantes se subdivise elle-même en biens, services, revenus et transferts courants; elle enregistre la valeur des exportations (crédits) et des importations (débits).



Le commerce international de services

Données d'Eurostat

Eurostat dispose d'une vaste gamme de données relatives aux:

- échanges internationaux de services de transports;
- échanges internationaux de services de voyages;
- échanges internationaux d'autres services.

Les services échangés

Dans les statistiques de la balance des paiements, le compte des transactions sur services comporte trois grandes catégories: les transports, les voyages et les autres services. Les catégories des services de transports et des autres services sont eux-mêmes subdivisées en diverses sous-catégories comme, par exemple, les transports aériens de passagers ou les services de bâtiment et travaux publics.

- la rubrique des **transports** recouvre tous les services de cet ordre fournis par les résidents d'une économie à ceux d'une autre économie. Il peut s'agir du transport de passagers, de l'acheminement de marchandises (fret), de la location (affrètement à temps) de moyens de transport avec leur équipage ou des services auxiliaires et annexes qui s'y rapportent. Dans la classification d'Eurostat, les services de transports sont ventilés par mode de transport (transports maritimes, transports aériens et autres transports) et par type de services (transports de passagers, transports de fret et services auxiliaires et annexes).
- la rubrique des **voyages** recouvre tous les biens et services acquis par les voyageurs, pour leur propre compte, auprès des résidents des pays dans lesquels ils voyagent. Un voyageur est une personne qui séjourne moins d'un an sur le territoire d'une économie dont il

n'est pas résident. Le transport international de voyageurs, qui relève des services de transports, est exclu.

- la rubrique des **autres services** couvre toutes les transactions internationales de services qui n'entrent pas dans les rubriques transports ou voyages. Elle couvre une grande variété de services: services de communication, services de bâtiment et travaux publics, services d'assurance, services financiers, services d'informatique et d'information, redevances et droits de licence, autres services aux entreprises, services personnels, culturels et relatifs aux loisirs ou encore services fournis ou reçus par les administrations publiques.

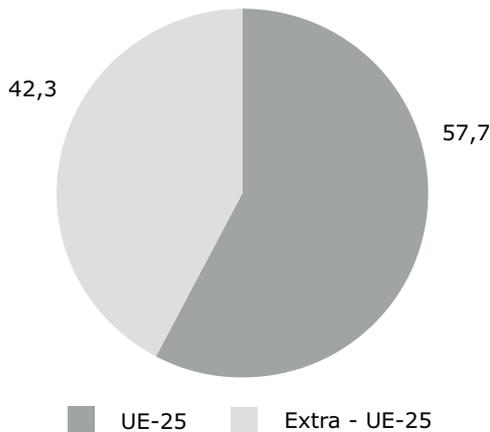
Observer l'intangible

En raison de leur nature incorporelle, les échanges internationaux de services sont beaucoup plus difficiles à enregistrer que les échanges de biens. Trois types de problèmes peuvent se poser: des difficultés pour définir le service, le fait que la valeur du service ne soit pas indiquée séparément et des difficultés pratiques pour l'identification des flux bruts (de nombreux services pouvant être payés dans le cadre d'un mécanisme international de compensation). Ces différents problèmes sont susceptibles de conduire à une sous-estimation des flux de services.



Commerce international des services de l'UE-25 – Crédits en 2003

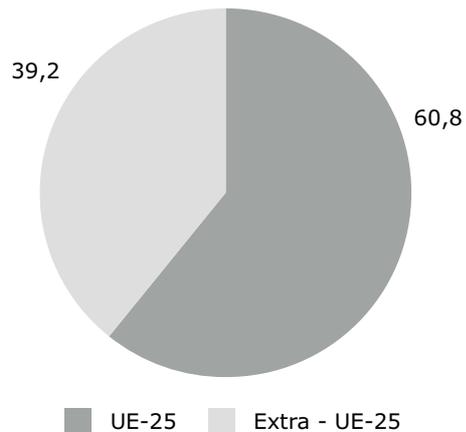
Part des crédits totaux de l'UE en %



Le compte des services comprend les rubriques suivantes: services de transport, voyages et autres services comprenant les transactions de service telles que les services de communication, l'assurance, les services financiers, etc.

Commerce international des services de l'UE-25 – Débits en 2003

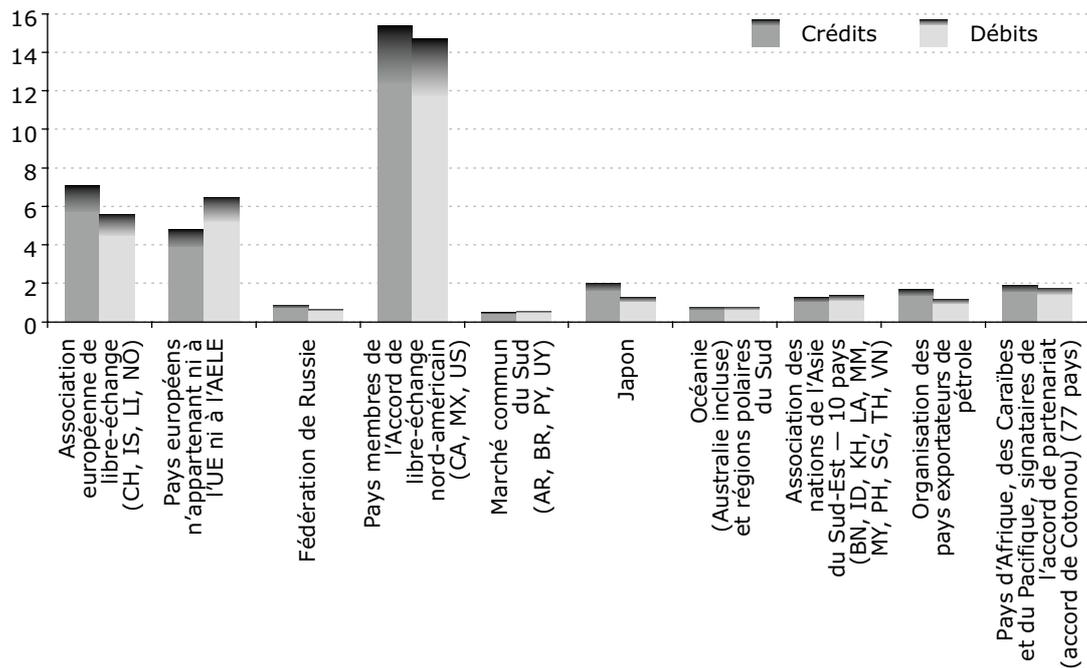
Part des débits totaux de l'UE en %



Le compte des services comprend les rubriques suivantes: services de transport, voyages et autres services comprenant les transactions de service telles que les services de communication, l'assurance, les services financiers, etc.

Commerce international des services de l'UE-25 en 2003 – Partenaires sélectionnés

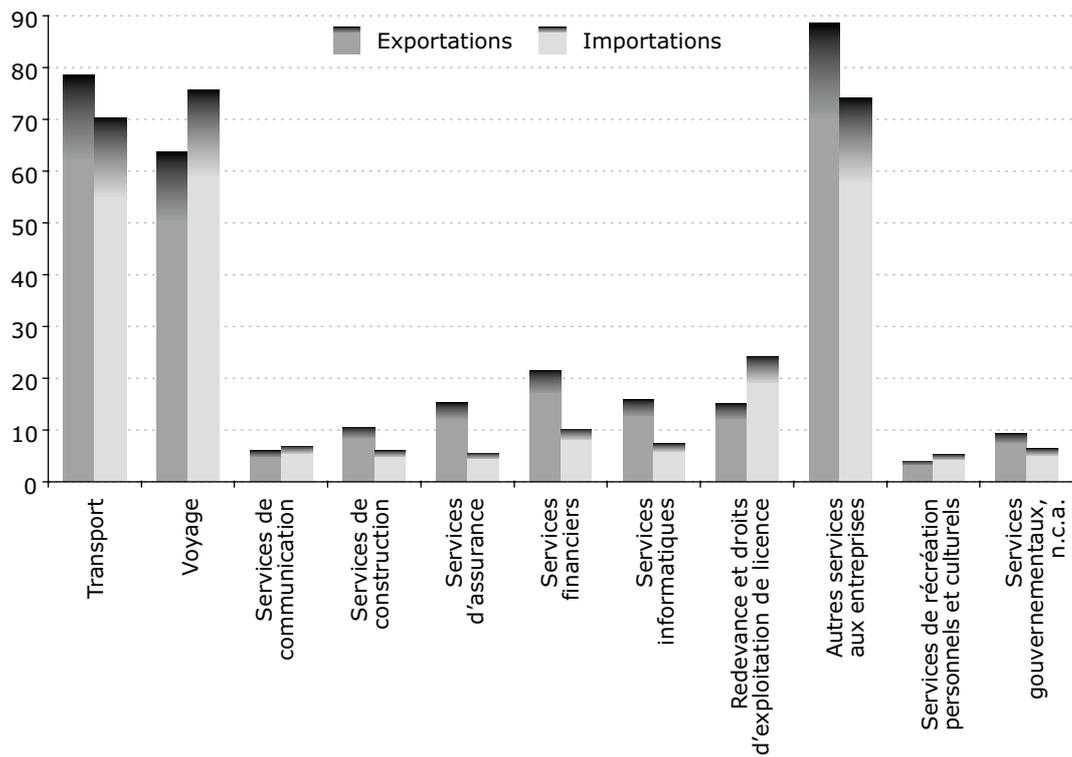
Distribution géographique crédits/débits totaux de l'UE-25 en %



Le compte des services comprend les rubriques suivantes: services de transport, voyages et autres services comprenant les transactions de service telles que les services de communication, l'assurance, les services financiers, etc.



Commerce international des services de l'UE-25 en 2003, par catégories principales
Exportations et importations totales en Mrd. EUR





Les investissements directs étrangers

Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- les flux d'investissement directs (entrants et sortants);
- les stocks d'investissement directs (entrants et sortants);
- les pays investisseurs (pays d'origine);
- les pays receveurs (pays de destination).

Comptes d'opérations financières: parlons argent

Le compte d'opérations financières enregistre les transactions financières. Il inclut les investissements directs étrangers (IDE), les investissements de portefeuille ainsi que les autres investissements et les flux d'avoirs de réserve.

Les statistiques annuelles des IDE dans l'Union européenne donnent un aperçu détaillé des flux et des stocks d'IDE, en montrant quels États membres investissent, dans quels pays et dans quels secteurs.

Une entreprise qui souhaite vendre à l'étranger peut recourir à diverses méthodes: l'exportation, l'octroi de licences et le recours à des intermédiaires sont autant d'exemples, l'exportation directe étant actuellement la méthode la plus courante. Les IDE (production et vente directement dans le pays choisi) sont de plus en plus souvent adoptés. Il en existe deux types:

- la création d'actifs productifs par des étrangers (investissements entièrement nouveaux);

- l'achat d'actifs existants par des étrangers (acquisition, fusion, prise de contrôle, etc.).

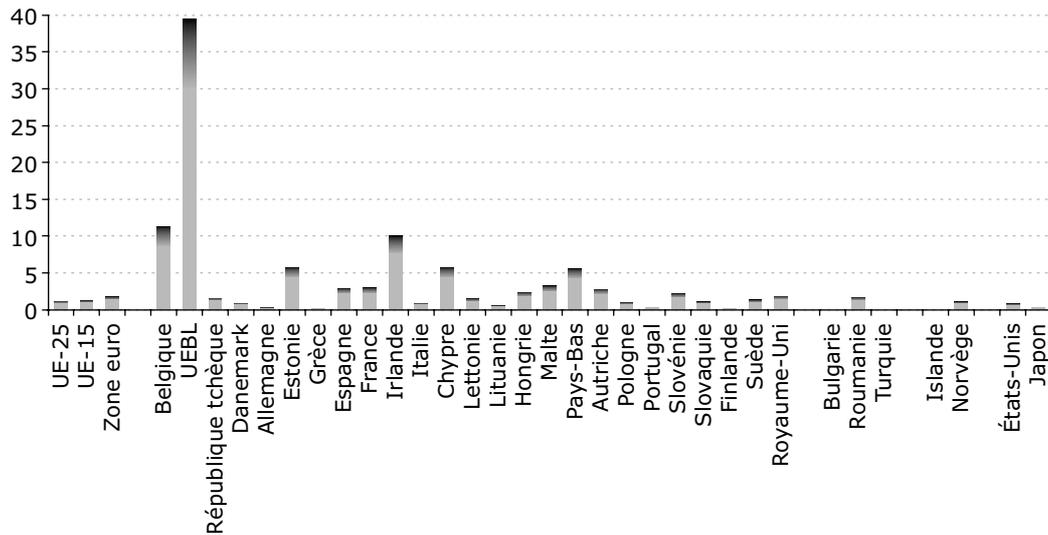
Les IDE diffèrent des investissements de portefeuille dans la mesure où ils sont effectués dans le but de prendre le contrôle ou d'acquies une participation active dans la gestion de l'entreprise et un intérêt durable dans celle-ci. Les investissements directs n'incluent pas seulement l'acquisition initiale du capital social, mais aussi les transactions en capital ultérieures entre l'investisseur étranger, l'entreprise nationale et les entreprises affiliées.

Eurostat collecte des données IDE concernant les mouvements trimestriels et annuels ainsi que les stocks en fin d'exercice. Les stocks IDE (actifs et passifs) sont pris en compte dans l'évaluation de la position d'investissements internationaux d'une économie à la fin de l'exercice.

Dans l'Annuaire Eurostat, la convention de signe adoptée pour les différents ensembles de données (flux et stocks) est la suivante: un investissement est toujours enregistré avec un signe positif et un désinvestissement avec un signe négatif.

Intensité des investissements directs étrangers en 2003

Valeur moyenne des flux entrants et sortants d'IDE divisée par le PIB, multipliée par 100



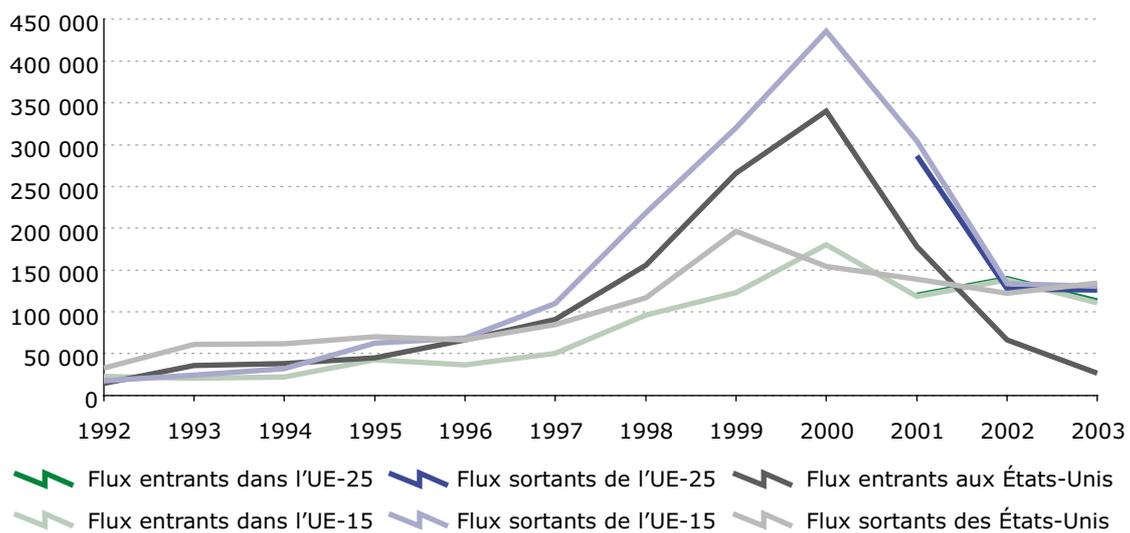
Pour les différents pays, le partenaire est le «reste du monde», pour l'UE-15, c'est l'«extra-UE-15» et, pour l'UE-25, c'est l'«extra-UE-25».

Pour l'agrégat de la Belgique et du Luxembourg [Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL)], l'indice était de 39,5 en 2003, essentiellement en raison de la valeur particulièrement élevée du Luxembourg. Pour le Luxembourg, l'indice était de 357,6.

Moyenne des investissements directs étrangers (IDE) entrants et sortants divisée par le PIB (produit intérieur brut). L'indice mesure l'intensité de l'intégration des investissements dans l'économie internationale. On entend par «investissements directs» les investissements internationaux réalisés par une entité résidente (investisseur direct) dans le but d'acquies un intérêt durable dans une entité opérant dans une économie autre que celle de l'investisseur (entreprise d'investissement direct). Les investissements directs comprennent non seulement les transactions initiales entre les deux entités, mais également toutes les opérations en capital ultérieures ayant lieu entre elles et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient dotées ou non de la personnalité morale. Les données sont exprimées en pourcentage du PIB pour éliminer l'effet des différences dans la taille des économies des pays déclarants.

Flux d'investissements directs

En Mio. ECU/EUR



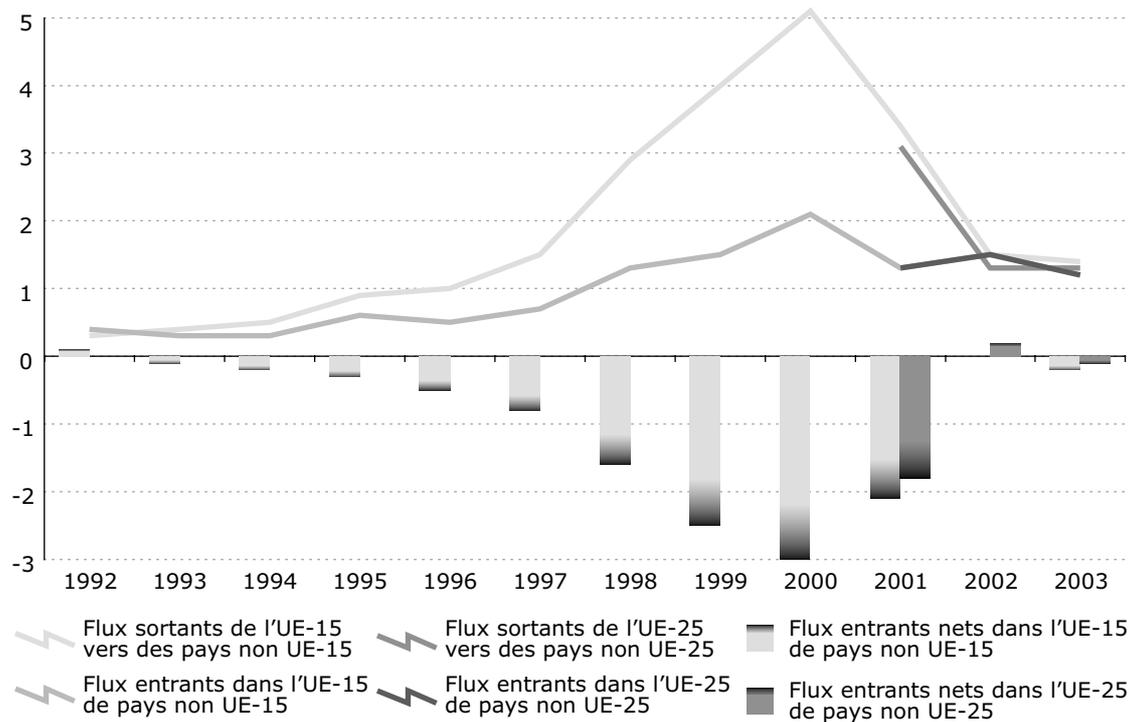
Pour l'UE-15, le partenaire est l'«extra - UE-15», pour l'UE-25, le partenaire est l'«extra -UE-25» tandis que, pour les États-Unis, c'est le «reste du monde».

Les investissements directs étrangers sont des investissements internationaux qui reflètent l'intention d'une entité résidente d'une économie (investisseur direct) d'acquies un intérêt durable dans une entreprise opérant dans une autre économie (entreprise d'investissement direct).



Flux d'investissements directs de l'UE

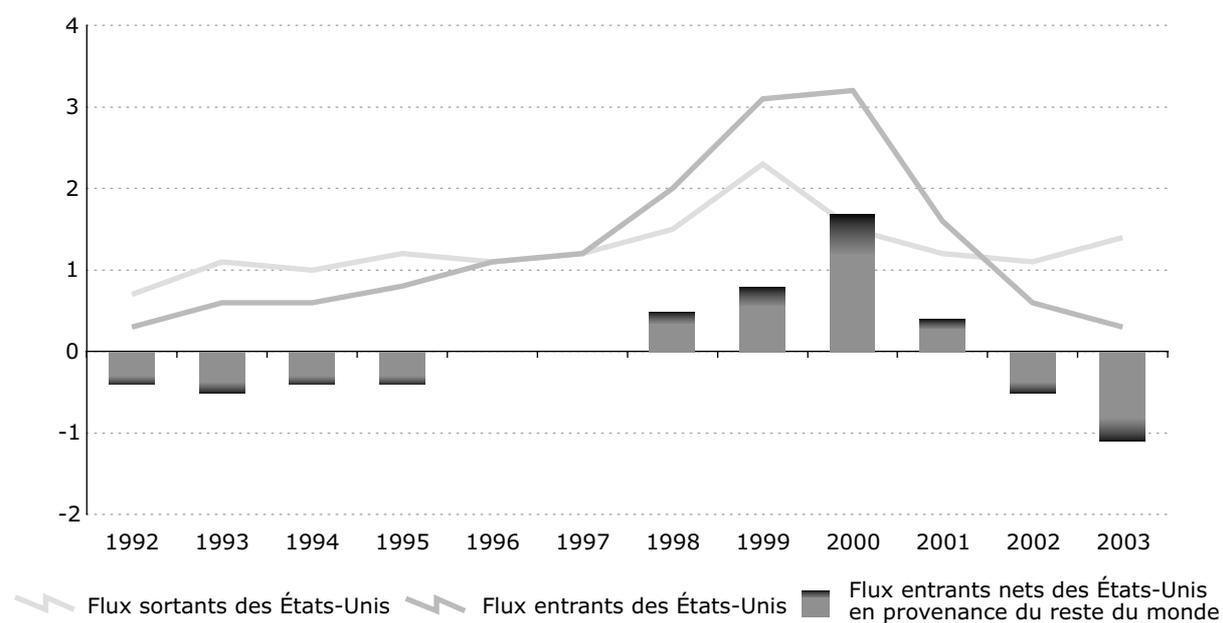
En % du PIB



L'IDE est un investissement fait par une entité résidente (investisseur direct) pour acquérir un intérêt durable dans une entité opérant dans une autre économie que celle de l'investisseur (entreprise d'investissement direct).

Flux d'investissements directs des États-Unis

En % du PIB

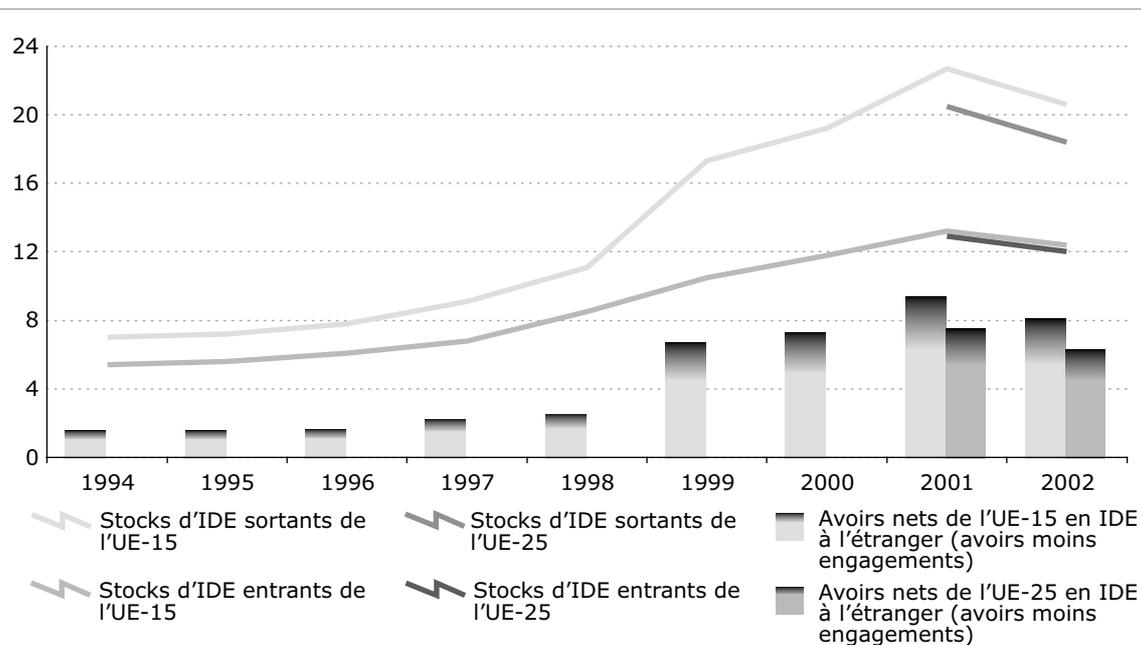


L'IDE est un investissement fait par une entité résidente (investisseur direct) pour acquérir un intérêt durable dans une entité opérant dans une autre économie que celle de l'investisseur (entreprise d'investissement direct).

3

Stocks d'investissements directs de l'UE

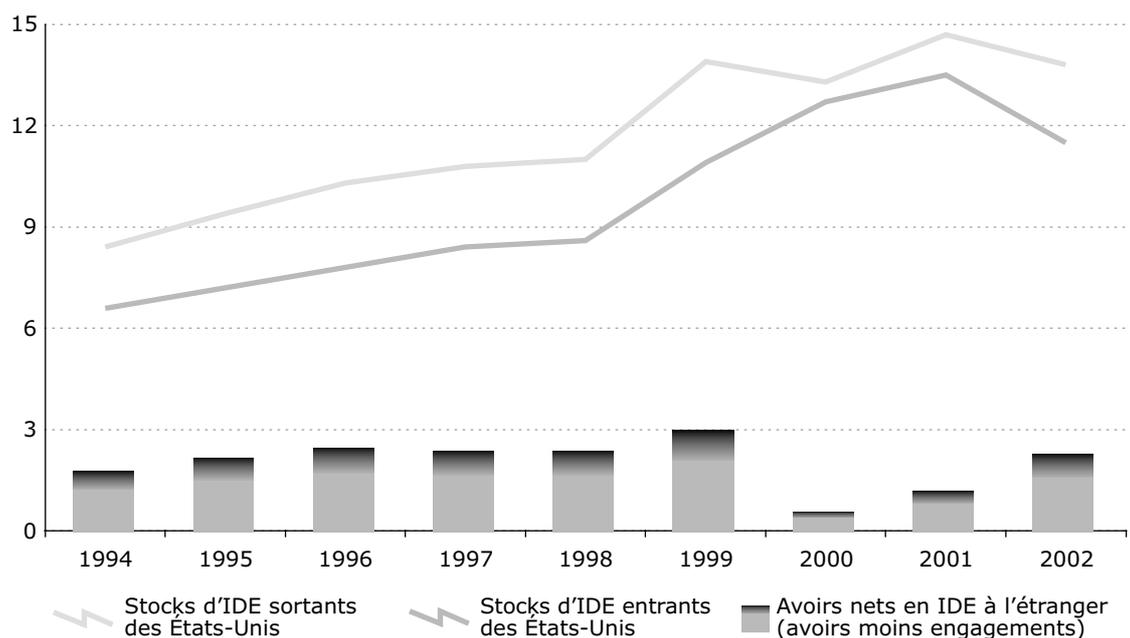
En % du PIB



L'IDE est un investissement fait par une entité résidente (investisseur direct) pour acquérir un intérêt durable dans une entité opérant dans une autre économie que celle de l'investisseur (entreprise d'investissement direct). Les stocks d'IDE sont la valeur des avoirs en IDE (pour les stocks d'IDE sortants) et les engagements en IDE (pour les flux d'IDE entrants) à la fin de la période de référence.

Stocks d'investissements directs des États-Unis

En % du PIB



L'investissement direct étranger (IDE) est un investissement fait par une entité résidente (investisseur direct) pour acquérir un intérêt durable dans une entité opérant dans une autre économie que celle de l'investisseur (entreprise d'investissement direct). Les stocks d'IDE sont la valeur des avoirs en IDE (pour les stocks d'IDE sortants) et les engagements en IDE (pour les flux d'IDE entrants) à la fin de la période de référence.



Le commerce international des marchandises

Données d'Eurostat

Pour en savoir plus sur les flux commerciaux de l'UE et de la zone euro, veuillez consulter notre site web.

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- les pays déclarants: l'UE, la zone euro et les vingt-cinq États membres;
- les partenaires commerciaux: tous les pays du monde;
- les produits: échanges de marchandises classées selon la nomenclature combinée et les hauts niveaux de la classification type pour le commerce international;
- les flux: exportations, importations et balances commerciales;
- les périodes: tous les ans et tous les mois depuis 1995.

Des informations indispensables dans une économie mondiale de plus en plus ouverte

L'importance du commerce international de marchandises dans l'économie mondiale ne cesse de croître; en conséquence, il doit être mesuré de manière fiable, et les données pertinentes doivent être largement diffusées et comprises.

Les statistiques du commerce international sont une importante source primaire d'informations pour la plupart des décideurs du secteur public et du secteur privé. Par exemple, les entreprises européennes s'en servent pour effectuer des études de marché et définir leur stratégie commerciale. Elles permettent aux autorités communautaires de se préparer pour des négociations multilatérales et bilatérales dans le cadre de la politique commerciale commune et d'évaluer les progrès du marché unique ou l'intégration des économies européennes. Elles constituent en outre une source indispensable pour les statistiques de la balance des paiements, pour les comptes nationaux et pour les études des cycles économiques.

Des statistiques harmonisées sur le commerce international des marchandises...

La compilation des chiffres du commerce est fondée sur une base juridique qui est définie dans



une série de règlements du Conseil et de la Commission. Les travaux concrets s'appuient sur des efforts de coopération entre Eurostat et les organismes appropriés qui, dans les États membres, sont chargés de collecter et de traiter les informations de base.

Eurostat est responsable de l'harmonisation de la législation communautaire dans le domaine des

statistiques du commerce de biens et doit également s'assurer que la législation est correctement appliquée. Les statistiques fournies à Eurostat sont donc fondées sur des textes juridiques précis directement applicables dans les États membres et sur des définitions et procédures qui, dans une large mesure, ont été harmonisées.

... qui couvrent tous les mouvements physiques de biens franchissant les frontières

Globalement, l'objectif des statistiques du commerce international est d'enregistrer tous les biens qui viennent s'ajouter ou se soustraire au stock de ressources matérielles d'un pays en pénétrant sur son territoire ou en en sortant. Par leur nature, les statistiques du commerce international concernent les biens transportables.



La composante la plus importante des statistiques du commerce international est liée à des transactions supposant le transfert effectif ou prévu de la propriété contre rémunération. Néanmoins, les statistiques du commerce international couvrent également les mouvements de biens sans transfert de propriété, par exemple dans le cas d'activités entrant dans le cadre de transformations contractuelles ou de réparations.

Notes méthodologiques

Évaluation des exportations et des importations

Dans les statistiques du commerce extérieur, les exportations sont enregistrées à leur valeur fob

(franco à bord) et les importations à leur valeur caf (coût, assurance et fret). Par conséquent, et contrairement aux statistiques de la balance des paiements, la valeur des importations inclut les frais, par exemple de transport et d'assurance, concernant la part du transport en dehors du territoire statistique du pays importateur. La valeur des exportations correspond à la valeur des biens à la date et au lieu où ils quittent le territoire statistique du pays exportateur.

Commerce de groupes de pays

L'UE-15, l'UE-25, la zone euro et l'Espace économique européen (EEE) sont calculés en tant que commerce total moins, respectivement, le commerce intra-UE-15, intra-UE-25, intra-zone euro et intra-EEE.

Commerce par produit

Les produits agroalimentaires sont des produits alimentaires issus de l'agriculture. Ils sont définis conformément aux sections 0 et 1 de la classification type pour le commerce international (CTCI), révision 3.

Par «commerce de matières premières», on entend le commerce des produits définis par référence aux sections 2 et 4 de la CTCI.

Par «commerce de produits énergétiques», on entend le commerce des produits définis par référence à la section 3 de la CTCI.

Par «commerce de produits chimiques», on entend le commerce des produits définis par référence à la section 5 de la CTCI.

Par «commerce de machines et de matériel de transport», on entend le commerce des produits définis par référence à la section 7 de la CTCI et, par «commerce d'autres biens manufacturés», le commerce de produits définis par référence aux sections 6 et 8.

Autres concepts et définitions

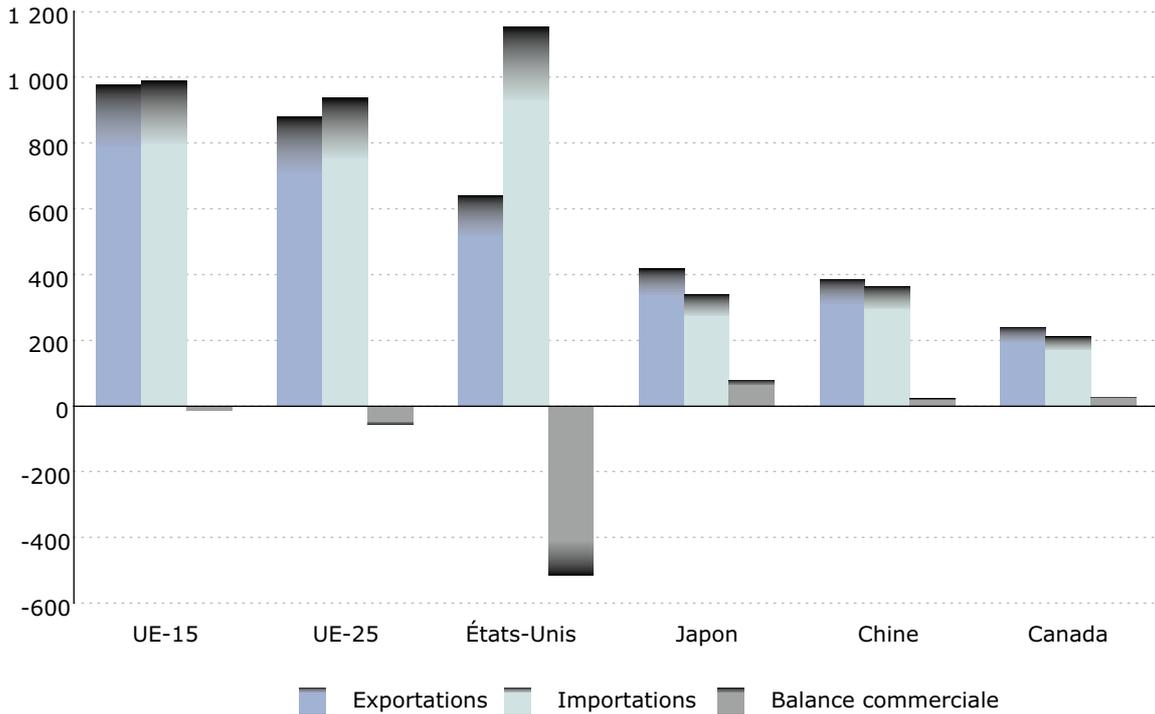
Voir la documentation suivante disponible sur notre site web:

- la «page de base SDDS» et le «résumé de la méthodologie» concernant les données du commerce extérieur, qui peuvent être consultés gratuitement;
- *Statistics on the trading of goods — User guide; (version anglaise uniquement)*
- *Géonomenclature.*



Commerce international en 2003: UE et autres acteurs principaux

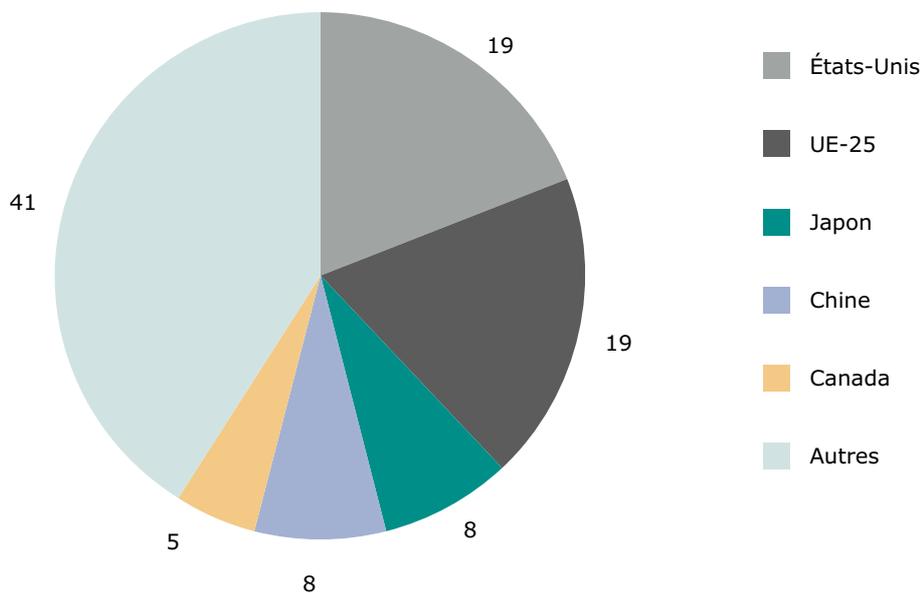
En Mrd. EUR



3

Part de l'UE-25 dans le commerce mondial (¹) en 2003

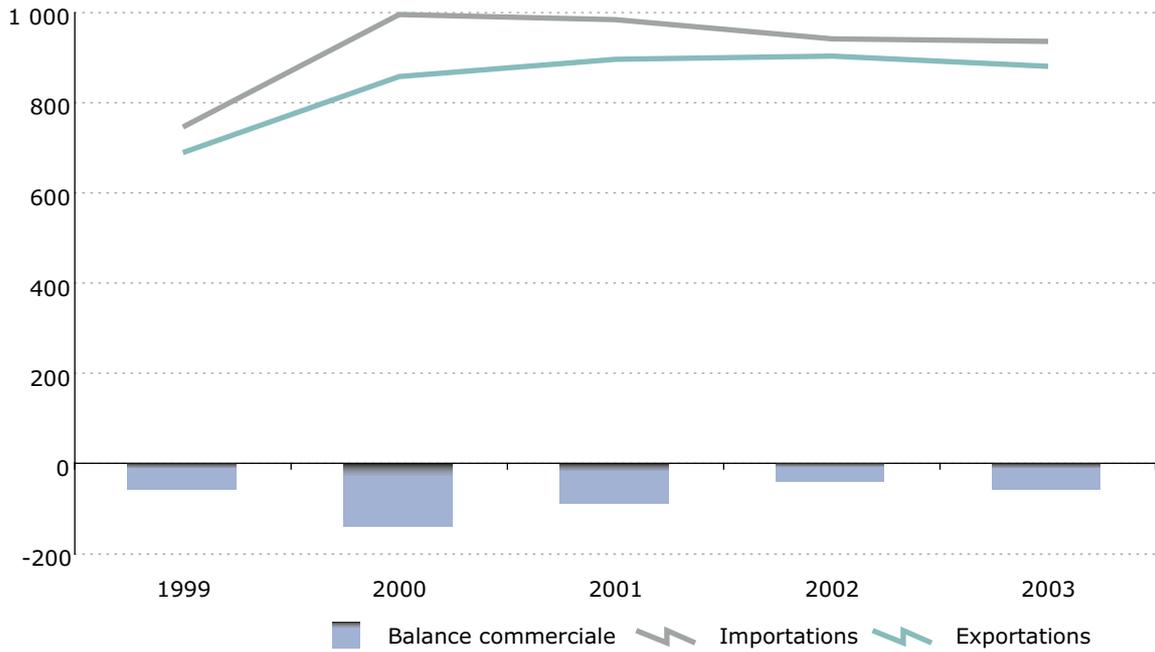
En %



(¹) Importations + exportations.

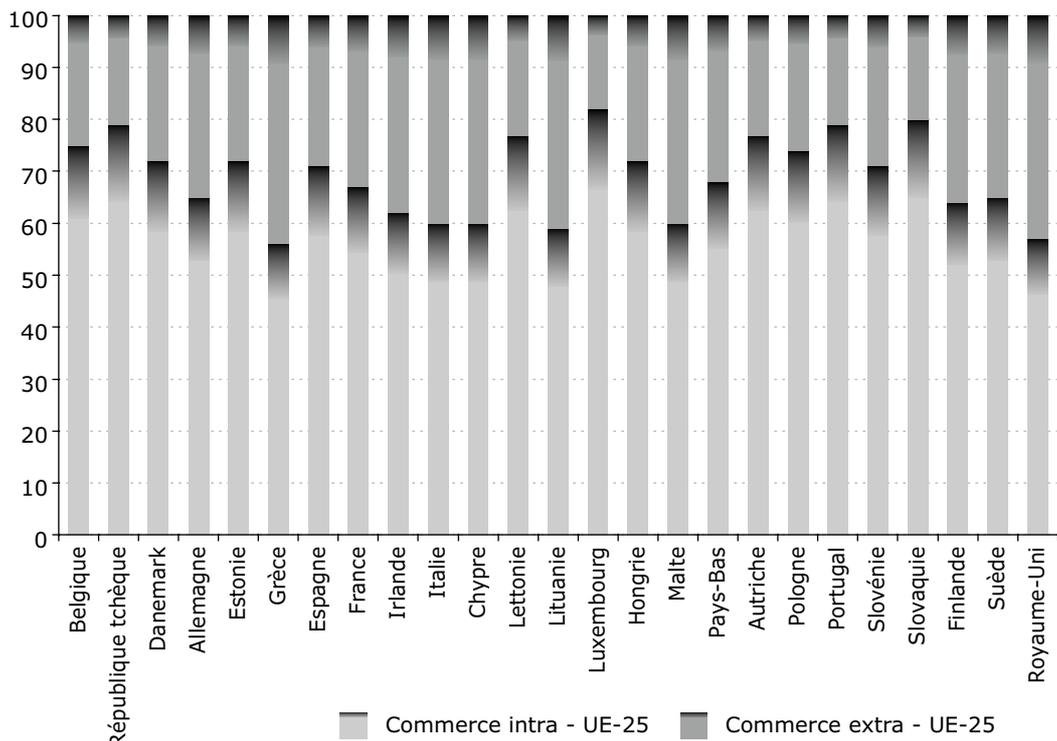
Évolution du commerce de l'UE-25 de 1999 à 2003

En Mrd. ECU/EUR



Parts du commerce intra- et extra - UE-25 dans le commerce total (1) en 2003

En %

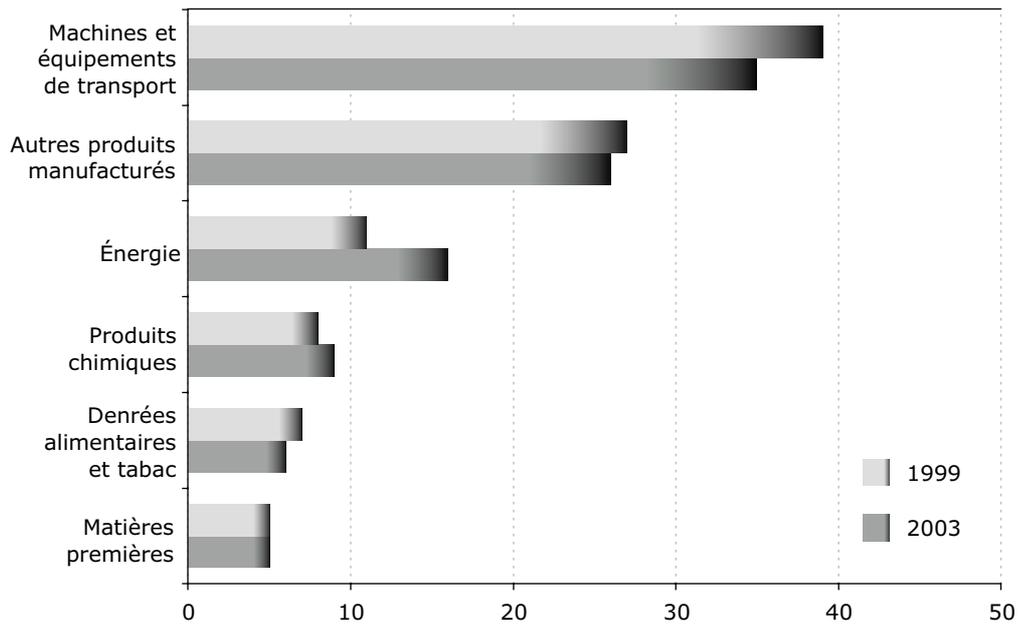


(1) Importations + Exportations.



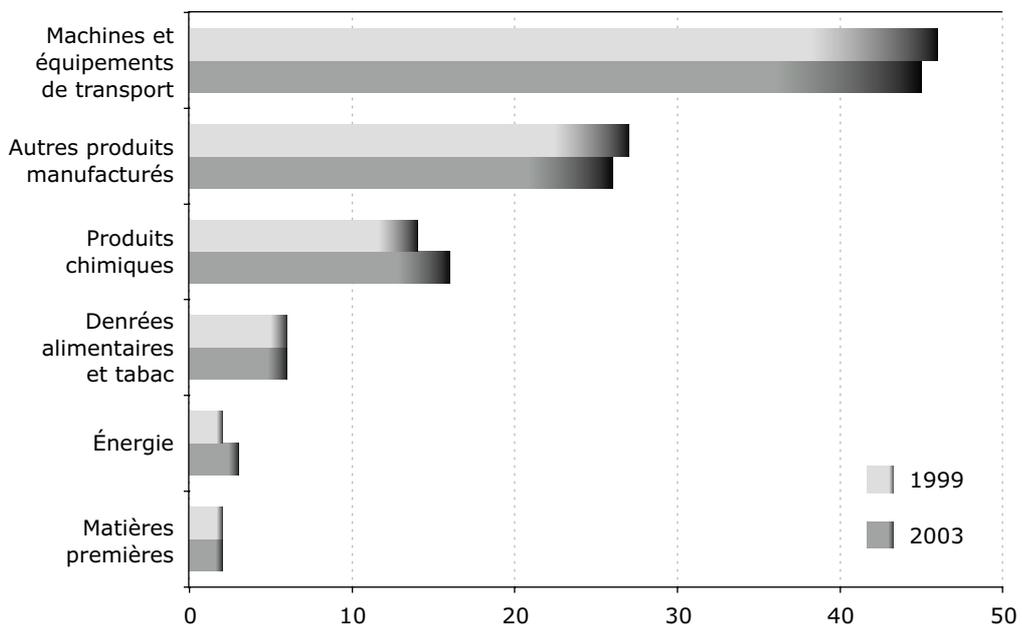
Part des principaux produits dans les importations totales de l'UE-25

En %



Part des principaux produits dans les exportations totales de l'UE-25

En %



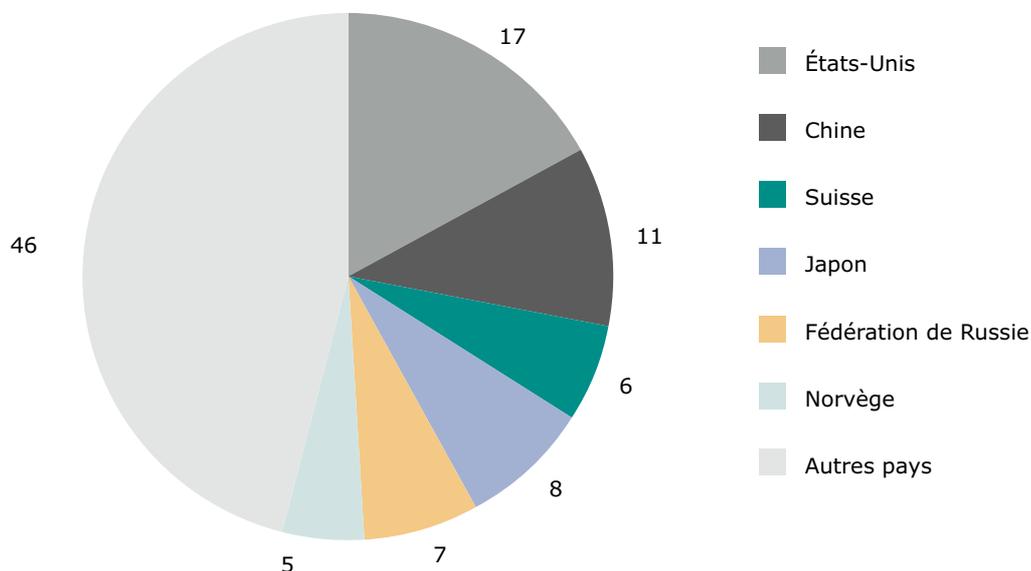
Contribution des États membres au commerce extra - UE-25 en 2003

En Mrd. EUR

	Exportations		Importations		Balance commerciale En Mrd. EUR
	En Mrd. EUR	Part en %	En Mrd. EUR	Part en %	
Extra - UE-25	880,4	100	936,3	100	-55,9
Belgique	51,5	5,8	55,1	5,9	-3,6
République tchèque	5,8	0,7	12,9	1,4	-7,1
Danemark	17,7	2,0	13,6	1,5	4,1
Allemagne	237,8	27,0	182,9	19,5	55,0
Estonie	0,7	0,1	2,0	0,2	-1,3
Grèce	5,3	0,6	17,2	1,8	-11,9
Espagne	34,5	3,9	56,8	6,1	-22,3
France	117,3	13,3	106,4	11,4	10,9
Irlande	30,9	3,5	17,7	1,9	13,2
Italie	104,4	11,9	101,5	10,8	2,9
Chypre	0,2	0,0	1,4	0,2	-1,3
Lettonie	0,5	0,1	1,1	0,1	-0,6
Lituanie	2,3	0,3	3,6	0,4	-1,3
Luxembourg	1,3	0,1	3,3	0,4	-2,0
Hongrie	7,1	0,8	15,5	1,7	-8,4
Malte	1,1	0,1	0,9	0,1	0,1
Pays-Bas	51,9	5,9	105,8	11,3	-53,9
Autriche	22,2	2,5	16,8	1,8	5,5
Pologne	9,0	1,0	18,5	2,0	-9,5
Portugal	5,4	0,6	8,6	0,9	-3,2
Slovénie	3,7	0,4	3,0	0,3	0,8
Slovaquie	3,0	0,3	5,1	0,5	-2,1
Finlande	18,7	2,1	11,9	1,3	6,8
Suède	37,0	4,2	20,5	2,2	16,4
Royaume-Uni	111,1	12,6	154,1	16,5	-43,0

Part des principaux partenaires commerciaux dans les importations totales de l'UE-25 en 2003

En %





Commerce total de l'UE-15, de l'UE-25 et des États membres en 2003

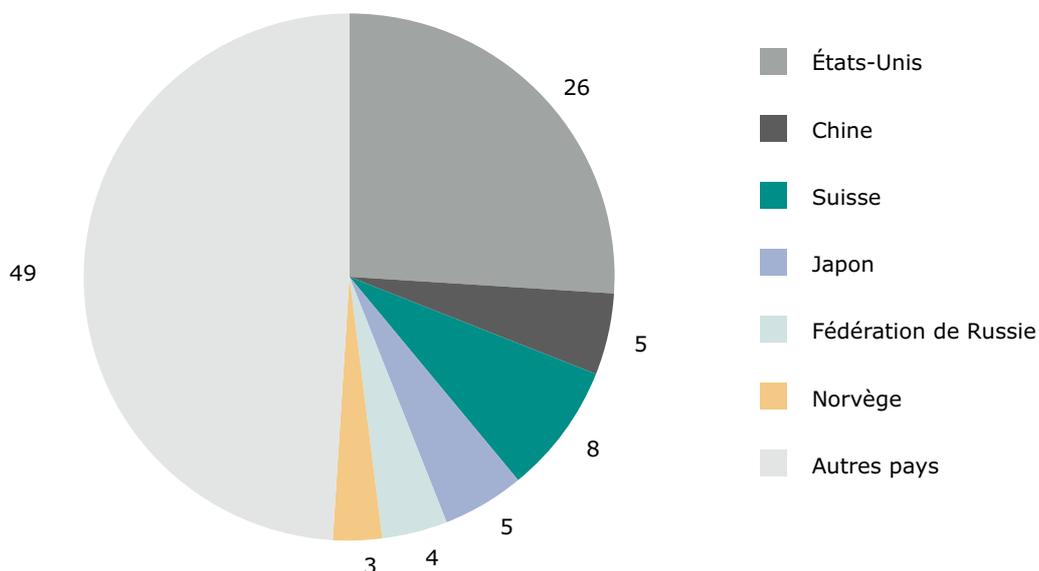
En Mrd. EUR

	Exportations			Importations			Balance commerciale	
	2003	2002	Variation en %	2003	2002	Variation en %	2003	2002
UE-15	976,7	997,2	-2,1	988,9	989,2	0,0	-12,2	8,0
UE-25	880,4	903,3	-2,5	936,3	942,0	-0,6	-55,9	-38,7
Belgique	225,7	228,6	-1,3	208,1	210,3	-1,1	17,6	18,3
République tchèque	43,0	40,7	5,8	45,2	43,0	5,2	-2,2	-2,3
Danemark	59,6	60,8	-2,0	51,1	53,2	-4,0	8,5	7,6
Allemagne	661,6	651,3	1,6	531,9	518,5	2,6	129,6	132,8
Estonie	4,0	3,6	9,9	5,7	5,1	12,9	-1,7	-1,4
Grèce	11,7	10,9	6,6	39,2	33,1	18,6	-27,5	-22,1
Espagne	134,1	132,9	0,9	177,7	174,6	1,8	-43,6	-41,7
France	341,9	350,8	-2,5	345,2	348,2	-0,8	-3,4	2,6
Irlande	82,0	93,3	-12,2	47,2	55,4	-14,8	34,8	37,9
Italie	258,2	269,1	-4,0	257,1	261,2	-1,6	1,1	7,8
Chypre	0,4	0,4	-6,2	3,6	3,9	-7,9	-3,2	-3,5
Lettonie	6,1	5,5	10,8	8,4	8,0	6,1	-2,3	-2,4
Lituanie	2,6	2,4	5,8	4,6	4,3	8,1	-2,1	-1,9
Luxembourg	11,8	10,8	8,8	14,4	13,8	4,3	-2,6	-3,0
Hongrie	37,7	36,5	3,2	42,1	39,9	5,5	-4,5	-3,4
Malte	2,0	2,1	-5,2	2,9	2,8	2,1	-0,8	-0,7
Pays-Bas	260,0	258,1	0,7	232,3	231,9	0,2	27,6	26,2
Autriche	84,7	83,2	1,8	86,7	82,8	4,6	-1,9	0,4
Pologne	47,5	43,5	9,3	60,4	58,5	3,2	-12,8	-15,0
Portugal	27,7	28,1	-1,3	39,9	42,4	-6,0	-12,1	-14,3
Slovénie	11,3	11,0	2,9	12,2	11,6	5,7	-1,0	-0,6
Slovaquie	19,3	15,2	26,7	19,9	17,5	13,7	-0,6	-2,3
Finlande	46,8	47,7	-1,9	37,1	36,2	2,6	9,7	11,6
Suède	89,5	86,2	3,8	73,1	70,8	3,2	16,4	15,4
Royaume-Uni	269,3	296,3	-9,1	345,5	366,2	-5,7	-76,2	-69,9

3

Part des principaux partenaires commerciaux dans les exportations totales de l'UE-25 en 2003

En %



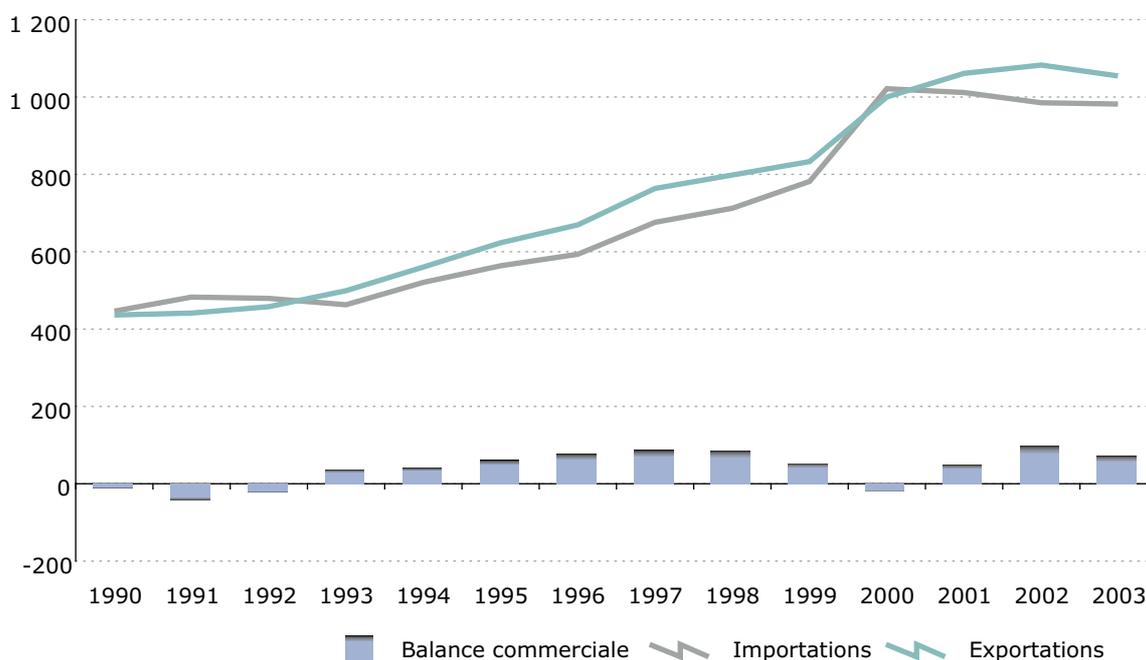
Contribution des États membres au commerce intra - UE-25 en 2003

En Mrd. EUR

	Exportations		Importations		Balance commerciale Mrd. EUR
	Mrd. EUR	Part en %	Mrd. EUR	Part en %	
Intra - UE-25	1 857,9	100	1 755,3		102,6
Belgique	174,2	9	152,9	9	21,3
République tchèque	37,3	2	32,3	2	4,9
Danemark	41,8	2	37,4	2	4,4
Allemagne	423,7	23	349,0	20	74,7
Estonie	3,3	0	3,7	0	-0,4
Grèce	6,4	0	22,0	1	-15,6
Espagne	99,6	5	120,9	7	-21,3
France	224,6	12	238,8	14	-14,2
Irlande	51,1	3	29,5	2	21,5
Italie	153,8	8	155,6	9	-1,8
Chypre	0,2	0	2,1	0	-1,9
Lettonie	2,0	0	3,5	0	-1,5
Lituanie	3,8	0	4,8	0	-1,0
Luxembourg	10,5	1	11,1	1	-0,6
Hongrie	30,5	2	26,6	2	3,9
Malte	1,0	0	1,9	0	-1,0
Pays-Bas	208,0	11	126,6	7	81,5
Autriche	62,5	3	69,9	4	-7,4
Pologne	38,5	2	41,8	2	-3,3
Portugal	22,3	1	31,2	2	-8,9
Slovénie	7,5	0	9,2	1	-1,7
Slovaquie	16,3	1	14,8	1	1,5
Finlande	28,1	2	25,2	1	2,8
Suède	52,5	3	52,6	3	-0,0
Royaume-Uni	158,1	9	191,4	11	-33,2

Commerce de la zone euro de 1990 à 2003

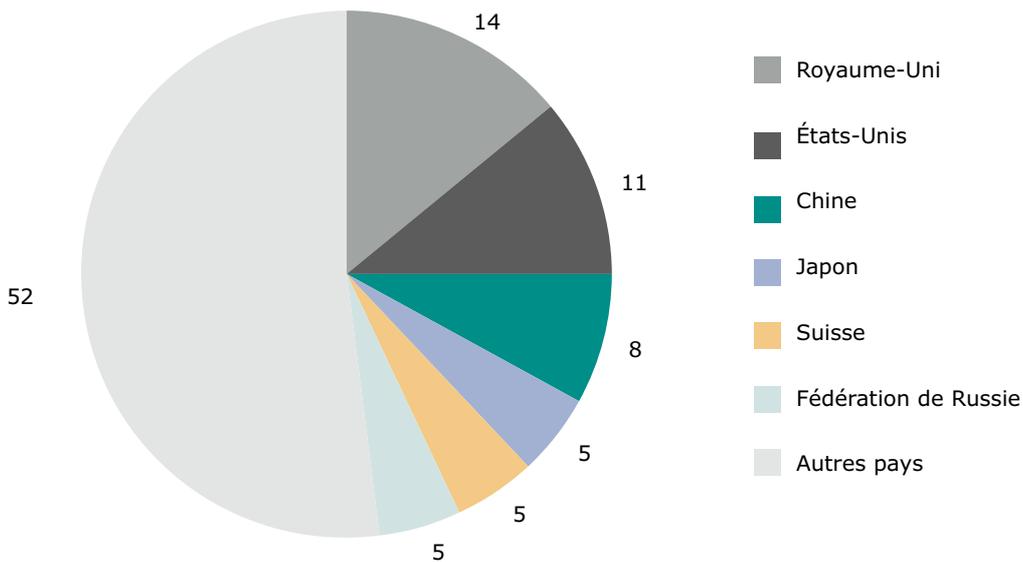
En Mrd. ECU/EUR





Part des principaux partenaires commerciaux dans les importations de la zone euro en 2003

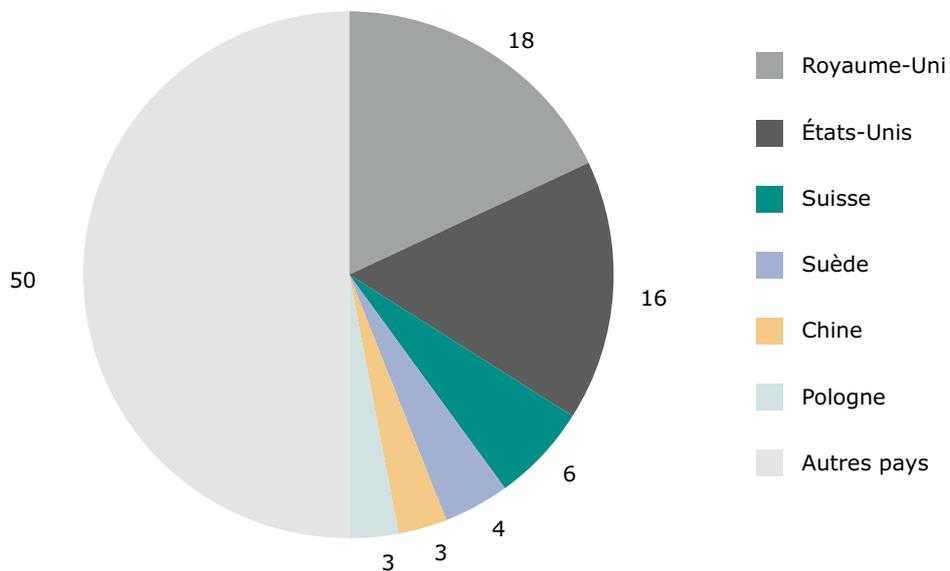
En %



3

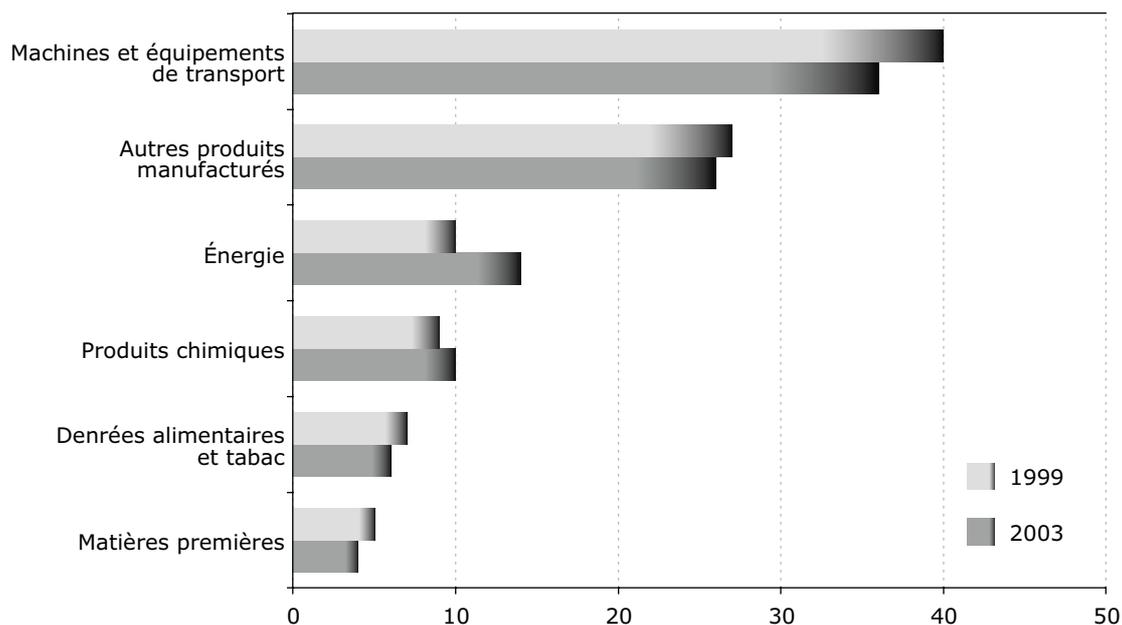
Part des principaux partenaires commerciaux dans les exportations de la zone euro en 2003

En %



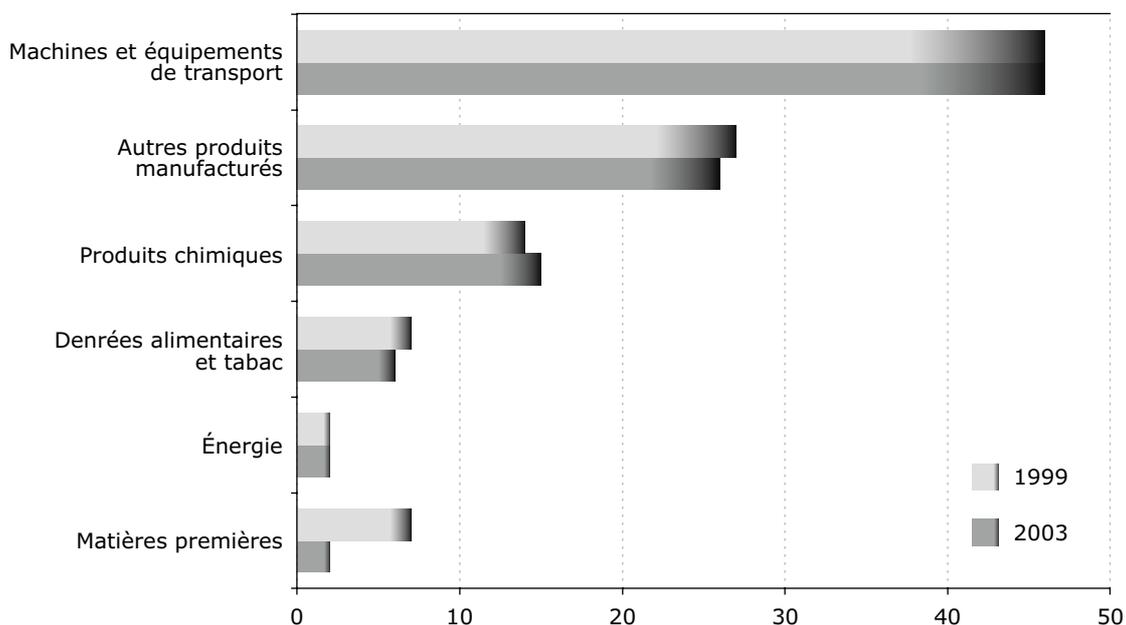
Part des principaux groupes de produits dans les importations totales de la zone euro

En %



Part des principaux groupes de produits dans les exportations totales de la zone euro

En %



3